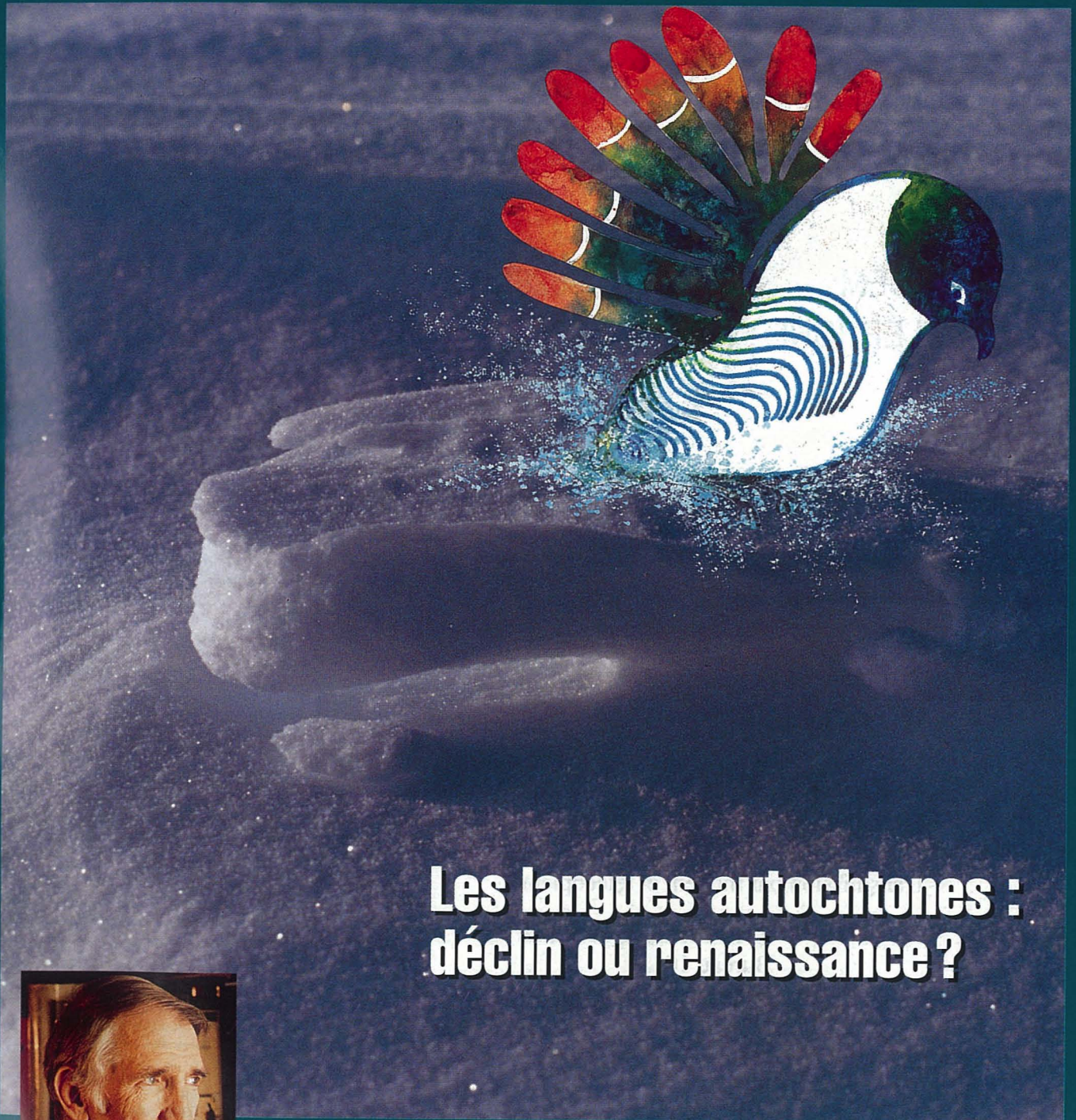


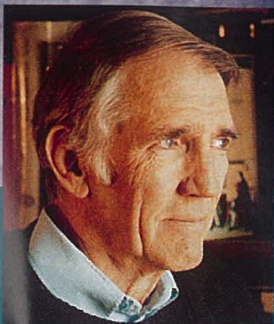
# Circuit

Magazine d'information sur la langue et la communication

Numéro 39, mars 1993



## Les langues autochtones : déclin ou renaissance ?



Philip  
Stratford

En exclusivité : Jean-Claude Boulanger nous parle  
du *Dictionnaire québécois d'aujourd'hui*

# Tr

## TRANSLATEC CONSEIL LTÉE

**FAX: (514) 393-1373**  
**MODEM (514) 393-9626**  
**TÉLÉPHONE (514) 393-9393**

## CANACOM Inc.

- **Traduction**
- **Adaptation**
- **Révision**
- **Éditique**

Transmission par modem et télécopieur

5515 chemin Queen Mary  
Bureau 101  
Montréal (Québec)  
H3X IV4  
Téléphone 482-8403  
Fax : 481-3343

# Circuit

Publié quatre fois l'an par la Corporation professionnelle des traducteurs et interprètes agréés du Québec



1140, boul. de Maisonneuve ouest  
Bureau 1060  
Montréal (Québec) H3A 1M8  
Tél. : (514) 845-4411  
Télééc. : (514) 845-9903

Responsable du secteur *Communications*, CPTIAQ  
Claire Stein

### Direction

Michel Buttiens

Rédactrice en chef  
Gloria Keams

### Rédaction

Nylda Aktouf (*Des mots*), Michel Buttiens, Monique C. Cormier (*Des livres*), Véronique Décarie (*Silhouette*), Stéphane Loysel (*Des revues*), Nada Kerpan (*Sur le vif*), Solange Lapierre (*Curiosités*), Geneviève Raymond, secrétaire

### Dossier

Marie-Cécile Btasseur, Stéphane Loysel

### Correspondantes

Marie-Claire Lemaire: Québec  
Élaine POTvin : Toronto

### Révision

Peter Bottéas, Robyn Bryant, Michèle Cossette, Jacqueline Dionne

### Direction artistique

Lise Gascon

### Illustrations

Simon BtaS-Coupé, Lise Gascon, Lucy

### Photographies

Hans Blohm, Pierre Cloutier, Dictionnaire Le Robert, Stephen Hendrie

### Éditique

Mardigræfe

### Impression

Litho Acme

### Publicité

Jean Malbœuf Oean Séguin et Associés,  
tél. : [514] 334-6742; télééc. : [514] 334-6742

**Avis aux auteurs : Veuillez envoyer votre manuscrit accompagné d'une disquette en version DOS ou Macintosh, en indiquant le nom du fichier, le nom du logiciel, le nom du système et la capacité de la disquette.**

**Toute reproduction est interdite sans l'autorisation de l'éditeur et de l'auteur. La rédaction est responsable du choix des textes publiés, mais les opinions exprimées n'engagent que les auteurs. L'éditeur n'assume aucune responsabilité en ce qui concerne les annonces paraissant dans *Circuit*.**

### © CPTIAQ

Dépôt légal - 1<sup>er</sup> trimestre 1993  
Bibliothèque nationale du Québec  
Bibliothèque nationale du Canada  
ISSN 0821-1876

### Tarif d'abonnement

Membres de la CPTIAQ : abonnement gratuit  
Non-membres : 23,11 \$ par année (30 \$ à l'extérieur du Canada), TPS incluse. Chèque ou mandat-poste à l'ordre de « *Circuit* CPTIAQ » (voir adresse ci-dessus).

EN COURS de préparation du numéro que vous tenez entre les mains, je suis tombé en extase devant le cadre de travail d'un rédacteur du Nord. Levant les yeux de ma feuille de papier, j'aperçus par la fenêtre comme un éclair de pelage fauve parsemé de neige. Quelque loup rôdant dans les parages peut-être. La tempête faisait rage dehors. À cet instant précis, le téléphone, euh!, glouglouta. Gloria m'annonçait qu'elle bouclerait ce numéro à son retour de la chasse au caribou, j'en étais sûr...

C'était la voisine, pour me demander de faire rentrer le chat qui miaulait devant sa porte. Dehors, la neige glissait dans l'air illuminé par les néons de l'hôpital en face. Quand j'ouvris la fenêtre, quelques flocons venus de l'infini tombèrent sur l'article de Stephen Hendrie. Ayant prié le ciel de faire savoir aux langagiers autochtones que leur message m'était parvenu, je fis rentrer Mitaine. C'était l'heure d'aller dormir.

\*\*\*

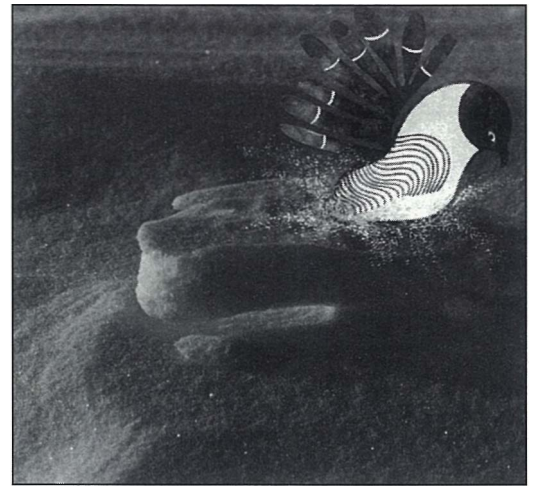
J'ai trahi dans ce court texte un peu de la douceur qui émane de ce numéro de *Circuit*. Une douceur que j'attribue à une philosophie de la vie différente de la nôtre et que vous retrouverez au hasard des détours de notre dossier sur les langues autochtones. Vous la percevrez aussi dans le ton du poète qui a esquissé pour vous la silhouette de son ami traducteur.

La passion est également bien présente dans ces pages, par exemple celle du directeur de l'équipe de rédaction d'un dictionnaire fort critiqué dans les médias, auquel nous avons voulu donner la possibilité d'exposer son point de vue au cours d'une conversation avec Monique C. Cormier. Passion aussi, teintée d'idéologie, que celle des responsables de notre dossier, Marie-Cécile Brasseur et Stéphane Loyse!. Cela doit faire six ou sept ans que l'équipe de *Circuit* voulait faire ce numéro et se heurtait à des obstacles apparemment insurmontables. Il fallait y croire!

Enfin, bon nombre d'articles laissent davantage place à la raison, à l'analyse, à la logique. Diane Blais-Ialenti nous fait notamment part de la première prise de position de la CPTIAQ face à un projet de réforme du système professionnel québécois, un dossier d'actualité que vous trouverez dans la rubrique *Sur le vif*.

Douceur, raison, passion, que l'une ou l'autre vous inspire, bonne lecture. •

Pour le comité,  
Michel Buttiens



## Dossier

Les langues autochtones : leur enseignement, leurs moyens de propagation, leurs chances de survie... Nous vous présentons les points de vues et expériences d'autochtones et de non-autochtones. 2



Sur le vif 16  
La règle de la qualité totale intègre-t-elle le langagier? Toronto, ville polyglotte. Le calendrier d'activités. La CPTIAQ prend position sur la réforme du *Code des professions*.

Des revues 19  
Le pourquoi d'un dictionnaire québécois, les professions langagières à Cuba, le pin's ou l'épinglette des Français, et bien d'autres choses.

Des curiosités 21  
En marge du dossier sur les langues autochtones, l'exploration d'un dictionnaire français-cri.

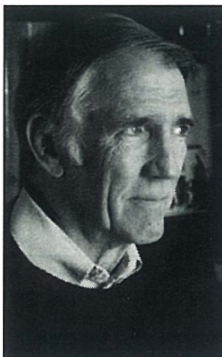
Des mots 23  
Quand l'ancien et le moderne font bon ménage: l'ordinateur à la rescousse de la langue berbère.

Des techniques 24  
La conversion des fichiers de traitement de texte.

Angle droit 25  
Pour les langagiers indépendants, des renseignements sur le paiement par chèque.

Silhouette 26  
Philip Stratford: portrait d'un traducteur littéraire par son propre traducteur.

Des livres 28  
Une entrevue exclusive avec le rédacteur du *Dictionnaire québécois d'aujourd'hui*, Jean-Claude Boulanger, et deux dictionnaires bilingues de l'environnement.



X=Λ    XΛX=I    X=00=X  
θz||    [oRΣI]o    X' ]  
oθθoΛ    o∩oΛ    oXoXoO  
δoXΣI    X' II:IIA    II[OR  
U' oUoJI    Λ    U' oΛ



## Quand la survie dépend du message

« LES PEUPLES autochtones *refusent* de s'assimiler, et leur désir tenace de préserver leur culture s'intensifie à mesure que l'industrie, la technologie et les communications créent une culture de masse de plus en plus globale excluant la diversité. » Ainsi s'exprime Thomas Berger dans *La sombre épopée*, ce récit lucide et poignant de la lutte que livrent depuis cinq siècles les nations autochtones pour assurer leur survie.

Or, la langue, on le sait, constitue le véhicule premier de la culture. Et c'est ici qu'entrent en scène tous ces rédacteurs, traducteurs, interprètes, sans lesquels le message autochtone risque de n'être jamais transmis.

Comme on le constatera dans le présent dossier, l'ampleur de la tâche n'a d'égale que sa complexité. Lynn Drapeau explique comment les sociétés autochtones sont passées en quelques décennies de la tradition orale à l'écriture. Le tableau brossé par Jacques Maurais de la situation des langues autochtones au Québec nous montre combien leur survie est menacée. On ne saurait aborder cette question sans faire vibrer une corde sensible chez les Québécois, d'où le parallèle, tracé par Robin Philpot, entre le combat des uns et des autres pour la survivance de leur langue. D'ailleurs, la ténacité des autochtones *transparaît* dans les articles de Mariene Semsch et de Mary Pepper, qui exposent les défis extraordinaires inhérents à la formation des traducteurs et interprètes.

Les récits de Stephen Hendrie, Paule Beaugrand-Champagne, Emily Rondeau et Marie-Paul Rouleau illustrent, non sans humour, la difficulté d'entretenir des rapports professionnels entre les langagiers autochtones et leurs pendants anglophones ou francophone.

Malgré tout, les autochtones peuvent maintenant faire entendre leur voix. Comme en témoigne la recension de Stéphane Loysel, ils ont apprivoisé la technologie des communications et s'en servent à présent pour diffuser la riche diversité de leur culture. Il n'en tient qu'à nous d'entendre leur message. •

Marie-Cécile **Brasseur** et Stéphane Loysel

# Le développement de la littéracie\* en langue autochtone

*Passer de la tradition orale à la chose écrite n'est pas facile, un des problèmes étant l'uniformisation des pratiques d'écriture.*

par Lynn Drapeau

SEULE une minorité des quelque 6 000 langues pariées dans le monde possède une tradition d'écriture. Les peuples autochtones d'Amérique font partie de ce bassin de cultures dites «orales» dont les langues n'ont été fixées par écrit qu'après l'arrivée des Européens, grâce aux missionnaires qui ont consacré une partie de leur vie à les apprendre et, pour les plus persévérants d'entre eux, à la lourde tâche d'en compiler des grammaires et des dictionnaires. Le lecteur trouvera dans ce qui suit un survol de la question de l'écriture chez les autochtones d'ici: d'abord, une présentation des types d'écriture en usage, puis un bref portrait de la diffusion de la littéracie en langue autochtone et, enfin, un compte rendu des tentatives récentes d'élaboration de standards orthographiques et des difficultés rencontrées à ce sujet.

### Le choix des caractères

Au Québec, comme ailleurs au Canada, deux systèmes d'écriture se partagent la faveur des populations de langue autochtone. Le plus répandu est l'alphabet romain, en usage chez les Algonquins, les Atikamekw, les Montagnais, les Micmacs et les Mohawks. Le deuxième système d'écriture est le syllabisme. Alors que l'alphabet romain utilise le phonème comme unité d'équivalence, le système syllabique repose, comme son nom l'indique, sur la syllabe. Au Québec, cette écriture est répandue chez les Cris, les Inuit et les Naskapis. Ailleurs au Canada, le syllabisme est utilisé chez les Cris du nord de l'Ontario, chez certains groupes d'Ojibwés et d'Inuit ainsi que pour certaines langues de la famille athapascane comme le chippewyan et le slavey. Aux États-Unis, un système syllabique a également été créé pour le cherokee.

Le syllabisme cri fut élaboré entre 1830 et 1840 par un ministre protestant, le

Lynn Drapeau, linguiste et spécialiste de la langue montagnaise, est professeure au département de linguistique de l'UQAM et auteute de nombreux écrits, dont un dictionnaire montagnais-français de près de 22 000 mots paru aux Presses de l'Université du Québec en '91.

révérend père James Evans, alors missionnaire à Norway House au Manitoba. Evans mit au point une écriture extrêmement économique, qui n'emploie qu'une dizaine de symboles. Certains soutiennent que le missionnaire a adapté des symboles indiens pour créer le système syllabique. Une thèse de maîtrise terminée au milieu des années quatre-vingts démontre en effet que les symboles du syllabisme figuraient dans les motifs traditionnels de broderie indienne. Les groupes qui utilisent le système syllabique, tels les Cris et les Inuit du Québec, y sont profondément attachés et y voient l'expression de leur spécificité culturelle. En dépit de son introduction relativement récente, le syllabisme est en effet devenu l'emblème de leur langue et partie intégrante de leur héritage culturel.

L'utilisation du système syllabique ou de l'alphabet romain érige parfois de barrières artificielles à l'intérieur de groupes relativement homogènes linguistiquement. Les Inuit, comme les Cris-Montagnais, par exemple, sont divisés par l'écriture. Les Inuit du Nouveau-Québec, à l'instar de ceux de Baffin, Keewatin et Natsilik, utilisent le système syllabique, alors que c'est l'alphabet romain qui est employé chez ceux du Labrador et de l'Arctique de l'Ouest. Tandis que les Montagnais et les Cris des provinces des Prairies utilisent l'alphabet romain, ceux du Québec et du nord de l'Ontario utilisent le syllabisme. Dans les deux cas, on est en présence de continuums de dialectes souvent «interintelligibles» à l'oral, mais pas à l'écrit, avec tout le cortège d'incompatibilités que cela entraîne dans les domaines qui en dépendent.

### L'évolution de l'alphabétisation en langue autochtone

L'histoire de l'évolution de l'écrit et de l'alphabétisation en langue autochtone est encore peu connue, mais de plus en plus de chercheurs s'y intéressent aujourd'hui. Ainsi, on découvre que les autochtones ont pris très tôt, sous l'impulsion des missionnaires, une part active à l'élaboration de leurs systèmes d'écriture. On

est surpris de constater que des populations entières d'autochtones étaient alphabétisées, malgré l'absence de scolarisation formelle, et que la pratique de l'écrit, transmise en milieu familial, s'était répandue à une vitesse fulgurante chez eux. JoAnne Bennett et John Berry, qui ont effectué ces dernières années une étude sur l'utilisation et la portée du syllabisme auprès des Cris du nord de l'Ontario, ont montré que ce dernier

s'était vite propagé dans le contexte du mode de vie ancestral et que sa pratique se perpétuait au sein de la famille. Ils n'hésitent pas à dire qu'au tournant du siècle la population crie était l'une des plus alphabétisées au monde. Une étude récente chez les Atikamekw montre aussi qu'une grande majorité d'aînés est alphabétisée dans sa langue. Il en va de même des Micmacs qui, selon les sources historiques, se seraient alphabétisés au XVIII<sup>e</sup> siècle. Quant aux Montagnais, du moins ceux de la Haute-Côte-Nord et du Lac Saint-Jean, il appert, selon les récits des missionnaires, qu'ils se sont alphabétisés dans leur langue il y a au moins trois siècles. Là aussi, la transmission de la littéracie se faisait au sein de l'unité familiale à la faveur des grands cycles migratoires.

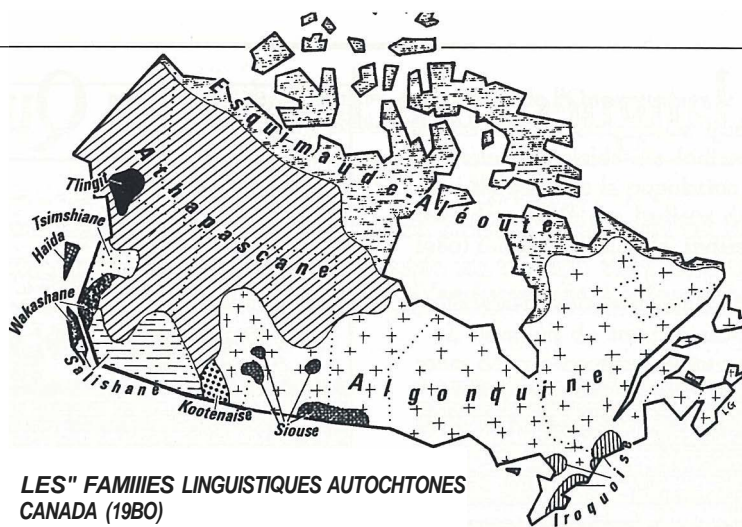
Chez les chasseurs nomades, toutefois, le corpus écrit est resté de dimension très modeste. Conjugué à un très bas niveau de fréquentation scolaire jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, l'usage de l'écrit en langue autochtone était en grande partie restreint à des fins religieuses, les livres de prières constituant souvent l'unique matériel de lecture. Les productions écrites se résumaient à des lettres et, plus rarement, à des journaux personnels ou des chroniques de chasse.

Un net déclin de l'alphabétisation en langue autochtone s'est amorcé autour des années cinquante avec l'instruction «formelle» obligatoire en français ou en anglais, avec le résultat qu'aujourd'hui seuls les aînés lisent et écrivent leur langue maternelle. Les programmes portant sur les langues autochtones ou donnés en langues autochtones, introduits dans les écoles au milieu des années soixante-dix, n'ont pas encore réussi à renverser cette tendance. En effet, l'utilisation de la langue majoritaire (le français ou l'anglais selon le cas) est aujourd'hui généralisée pour tout ce qui touche l'écrit chez les générations qui ont subi l'influence de l'école.

### L'uniformisation des pratiques d'écriture

Sans doute en raison de l'usage limité de l'écrit, les pratiques d'écriture entre les individus, les générations et les communautés partageant une langue commune ne se sont pas complètement uniformisées et, là où une norme orthographique a pu se développer, elle ne s'est pas perpétuée. C'est à partir des années soixante-dix qu'ont été consentis des efforts pour doter les divers groupes linguistiques d'un système d'écriture commun. Au début, le principe même de la standardisation de l'écriture fut durement contesté par les premiers intéressés. Pourquoi l'adoption d'un système d'écriture uniforme, dont la nécessité s'impose d'emblée

pour quiconque est élevé dans une culture écrite, faisait-elle problème chez les autochtones? La réponse réside pour beaucoup dans la situation géo-démographique de ces peuples, dont les langues sont parlées par un petit nombre d'individus éparpillés



LES FAMILLES LINGUISTIQUES AUTOCHTONES CANADA (1980)

D'après «Agglomérations et langues indiennes et inuit», Énergie, Mines et Ressources Canada (1980)

dans des villages souvent très éloignés les uns des autres; il en résulte une grande variété de dialectes dont les communautés sont jalouses, ce qui fait obstacle à l'établissement d'un consensus sur un dialecte qui fasse figure de norme.

Les spécialistes de l'aménagement linguistique s'entendent sur la nécessité de la standardisation d'une langue, c'est-à-dire la codification d'une norme linguistique, comme préalable

à l'édification d'une norme orthographique. Pour fixer une langue à l'écrit en l'absence d'un tel préalable, les linguistes en calquent généralement l'orthographe soit sur le dialecte parlé par le plus grand nombre, soit sur le plus prestigieux, ou encore sur celui qu'ils possèdent le mieux. À l'époque moderne, toutefois, les questions d'orthographe ne sont plus du seul ressort du missionnaire ou du spécialiste; elles sont prises en charge par des organismes des communautés elles-mêmes qui font appel aux processus de décision consensuels. L'élaboration d'un système d'écriture prend donc la forme d'une négociation entre les représentants des divers dialectes qui composent la langue. S'il n'est pas impossible de procéder par voie de négociation pour niveler les différences interdialectales, il reste que ce procédé a ses limites; il peut arriver qu'une solution unique ne puisse être trouvée pour harmoniser certaines divergences, auquel cas il faut se résoudre à une standardisation incomplète. Par ailleurs, la complexité des différences entre les dialectes peut forcer le recours à des caractères qui ne font pas partie des polices habituelles, ce qui entraîne des difficultés d'ordre technique. Chez les Montagnais, par exemple, l'orthographe uniformisée prescrit l'usage du symbole n surmonté d'un accent grave pour transcrire les n qui sont prononcés l dans certains villages. Il peut arriver aussi que les intérêts des différentes communautés en matière d'écriture soient suffisamment divergents pour paralyser le processus d'accession à une norme orthographique commune. C'est le cas, par exemple, lorsqu'une communauté en voie de perdre sa langue (en raison du transfert à la langue majoritaire) exige une orthographe très proche de sa prononciation alors que d'autres, pour qui le danger est moindre, sont prêtes à s'accommoder d'une écriture plus abstraite.

L'uniformisation de l'orthographe est une question cruciale pour l'avenir des langues autochtones; elle constitue en effet une condition indispensable à la promotion de ces langues en milieu scolaire et à l'essor de l'écrit en général. Aujourd'hui, plusieurs nations autochtones jouissent d'un système d'écriture relativement standardisé; c'est le cas par exemple des Montagnais, des Atikamekw et des Cris. Dans chaque cas, toutefois, l'implantation de la nouvelle norme orthographique reste à faire. Si le passage de l'oral à l'écrit ne va pas sans heurts, on doit toutefois se rappeler que les autochtones font face au défi de réaliser en quelques décennies le processus de développement de l'écrit qui, dans les langues à tradition écrite, a pris des siècles à s'effectuer. •

\* J'utilise le terme «littéracie» parce qu'il a un sens plus large que «alphabétisation» que le Petit Robert définit comme «l'enseignement de la lecture et de l'écriture aux éléments analphabètes d'une population». J'emploie ce terme pour décrire le processus d'accession à l'écrit dans une langue donnée, sans distinction d'âge et sans préjuger de l'état du développement de l'écrit dans la langue en question. «Littéracie» a également l'avantage d'englober la lecture et l'écriture.



# Les langues autochtones au Québec

*L'avenir de plusieurs langues autochtones est incertain, mais on a vu poindre quelques espoirs au cours des dernières années, notamment un réveil de l'identité culturelle.*

par Jacques Maurais

IL Y A trois familles linguistiques autochtones au Québec, représentant en tout neuf langues encore parlées. La famille esquimau-aléoute n'est représentée que par une seule langue: l'inuktitut. La famille iroquoienne ne compte plus qu'une seule langue parlée en territoire québécois, le mohawk, puisque le huron, qui en fait partie, est maintenant éteint. La famille algonquienne, avec sept langues, est la plus nombreuse: abénaquis, algonquin, atikamekw, cri, micmac, montagnais, naskapi (le malécite, qui est une autre langue de cette famille, n'a plus de locuteurs au Québec, mais il est encore parlé au Nouveau-Brunswick). Il faut noter que, pour certains membres de la famille algonquienne, on utilise le mot langue là où, d'habitude, les linguistes disent plutôt dialecte: c'est le cas du cri, du montagnais et du naskapi (d'ailleurs, dans les ouvrages spécialisés, on parle du «continuum montagnais-cri-naskapi»).

## La démographie

La population autochtone du Québec est constituée d'un peu moins de 50 000 personnes, c'est-à-dire moins de 1% de la population de la province (voir tableau 1). Par suite du manque d'études sociolinguistiques détaillées et des insuffisances des recensements (sous-dénombrement, nombreux refus de répondre dans certaines communautés), il est très difficile d'évaluer le taux d'assimilation linguistique des nations autochtones. Louis-Jacques Dorais a classé les langues autochtones du Québec en trois groupes, selon leur degré d'assimilation linguistique. Le premier groupe comprend quatre langues où l'assimilation est quasi nulle, alors que, dans le dernier groupe, une langue (le huron) n'est déjà plus parlée, et une autre (l'abénaquis) est en voie de disparaître.

Après avoir été terminologue à l'Office de la langue française, Jacques Maurais est depuis 1980 linguiste au Conseil de la langue française. Il a dirigé les ouvrages suivants: *La norme linguistique* (en coll. avec É. Bédard), *La crise des langues*, *Politique et aménagement linguistique*, *Les langues autochtones du Québec*. Il est membre du comité de rédaction du *Français moderne*, du conseil scientifique des *Cahiers francophones d'Europe centre-orientale* et du comité de patronage du projet «Description linguistique et sociolinguistique de la francophonie».

Abénaquis	1 048
Algonquins	4 738
Acikamekw	3 208
Cris	8 510
Hurons	1 890
Micmacs	2 865
Mohawks	10 692
Montagnais	9 039
Naskapis	4 09
Inuit	6 149
<b>TOTAL</b>	<b>48 548</b>

1. Le recensement fédéral de 1986 n'indique pas l'effectif de chaque nation autochtone, exception faite des Inuit. Les nombres mentionnés ci-dessus proviennent de calculs du ministère des Affaires municipales.

1. Langues parlées par plus de 80% de la population autochtone	inukritut naskapi cri atikamekw montagnais	100% 100% 99,9% 99,4% 83,1%
2. Langues parlées par 40 à 80% de la population autochtone	algonquin micmac	
3. Langues parlées par moins de 40% de la population autochtone	abénaquis wendac (huron) <sup>2</sup>	2,30/0 0%

1. Source: DORAIS, Louis-Jacques. • Les langues autochtones d'hier à aujourd'hui. dans Maurais, J. (dir.), *Les langues autochtones du Québec*, Québec, C.L.F., 1992, p. 80.

2. 5,5% des autochtones de Wendake parlent cependant une autre langue autochtone. Les Mohawks n'ayant pas été recensés, leur langue n'apparaît pas dans le tableau; on peut estimer à environ 15% le pourcentage des locuteurs habituels du mohawk.

## Le statut juridique des langues autochtones

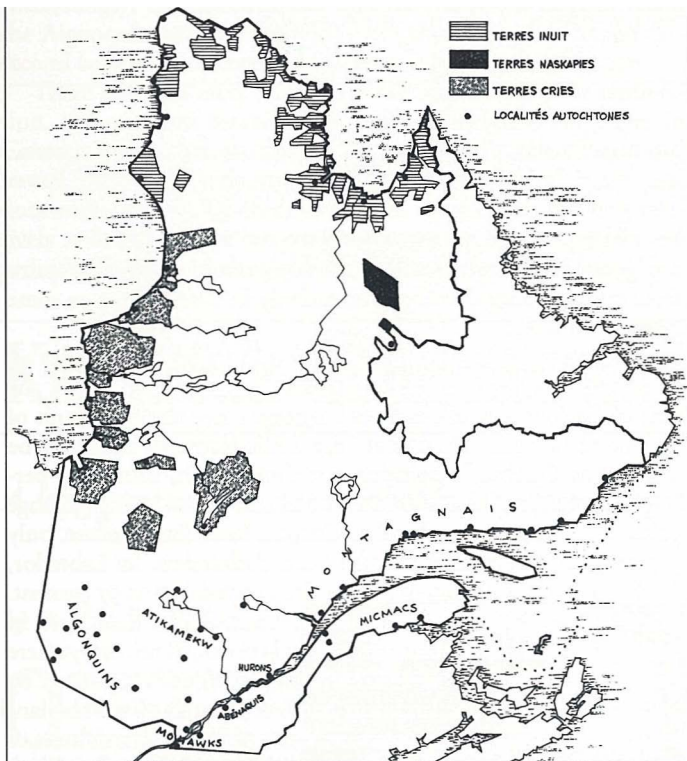
La constitution du Canada ne contient rien sur les langues autochtones, même si la deuxième partie de la *Loi constitutionnelle de 1982* porte sur les droits des peuples autochtones. Le Québec est la seule province canadienne à avoir signé des traités - la *Convention de la Baie James et du Nord québécois* en 1975 et la *Convention du Nord-Est québécois* en 1978 - qui contiennent des dispositions en matière linguistique, par exemple: la langue utilisée dans les communications des administrations locales et régionales doit respecter les dispositions de la *Charte de la langue française*, mais on peut faire usage des langues vernaculaires; l'éducation est confiée à des commissions scolaires autochtones, et la langue autochtone est la langue d'enseignement de chacun des groupes signataires d'une convention (on peut aussi utiliser le français et l'anglais); les prévenus autochtones ont le droit d'être informés de leurs droits fondamentaux et de communiquer dans leur langue vernaculaire. Rappelons aussi que la *Charte de la langue française*, dans son préambule, reconnaît aux Amérindiens et aux Inuit «de droit (...) de maintenir et de développer leur langue et culture d'origine», et que le Conseil des ministres du Québec a adopté, en février 1983, 15 principes (dont trois touchent la langue) devant régir ses relations avec les nations autochtones, principes qui ont été officialisés dans une résolution de l'Assemblée nationale en mars 1985.

## L'utilisation des langues autochtones

Nous disposons de quelques données sur l'utilisation effective des langues autochtones<sup>1</sup>. On constate qu'elles sont beaucoup plus utilisées dans des circonstances familiales que dans des occasions formelles. L'enseignement en langues autochtones ou l'enseignement des langues autochtones est plus répandu au Québec que



## Les autochtones au Québec



Motif mohawk, revue *Tawon*

partout ailleurs au Canada, même dans les territoires du Nord-Ouest; toutes les langues autochtones vivantes du Québec (à l'exception de l'abénaquis) sont présentes dans l'enseignement primaire, à des degrés divers. C'est aussi au Québec que les langues autochtones sont le plus «visibles», c'est-à-dire le plus utilisées dans l'affichage; il faut aller au Groenland, où le groenlandais, variété de l'inuktitut, jouit d'un statut officiel, pour trouver une langue autochtone aussi visible que celles du Québec. Pour ce qui est des médias, il existe au Québec des périodiques (unilingues ou bilingues) en algonquin, en atikamekw, en cri, en inuktitut, en montagnais et en naskapi; on diffuse des émissions de radio en algonquin, en atikamekw, en cri, en inuktitut, en mohawk, en montagnais et en naskapi, mais il n'y a d'émissions de télévision qu'en inuktitut et en cri.

### Les conditions de vie des autochtones

Les conditions socio-économiques des populations autochtones du Québec, en comparaison de celles des autres provinces du Canada, peuvent se résumer de la façon suivante:

- le revenu des Indiens inscrits est inférieur à celui des autres Canadiens dans toutes les provinces et les régions, mais c'est au Québec que la différence entre le revenu des autochtones et celui des allochtones est la moins grande;
- la disparité d'emploi entre les Indiens et les autres Canadiens est la moins grande en Ontario, au Québec et dans les Maritimes; les conditions d'emploi des Indiens sont les plus difficiles en Saskatchewan et au Manitoba, où habitent près du tiers des Indiens du Canada;
- le niveau d'instruction des Indiens est partout inférieur à celui des autres Canadiens; en général, la différence de niveau d'instruction entre Indiens et autres Canadiens est plus grande dans les

provinces de l'Ouest et dans le Grand Nord, tandis que l'écart est moins large en Ontario, au Québec et dans les Maritimes;

- le taux de suicide des Indiens inscrits est trois fois supérieur à celui du reste de la population; pendant la période 1976-1982, le taux de suicide des Indiens du Québec a toujours été (sauf en 1980) inférieur à celui des Indiens de l'ensemble du Canada.

### L'aménagement des langues autochtones

L'élévation du statut socio-économique des locuteurs autochtones devra accompagner tout projet d'aménagement linguistique si l'on veut sérieusement assurer la survie des langues des premiers habitants de l'Amérique. Plusieurs pronostics pessimistes ont été prononcés ces dernières années; selon certains, il n'y aurait même, dans tout le Canada, que trois langues autochtones dont l'avenir serait assuré. Mais on a aussi vu récemment plusieurs indices positifs, notamment une plus grande conscience, chez les autochtones, de leur identité culturelle et un réel progrès dans l'amérindianisation de l'enseignement. Au point de vue purement linguistique, enfin, il faut rappeler que les années 1991 et 1992 ont été exceptionnelles puisqu'elles ont vu la parution de deux ouvrages lexicographiques majeurs: le dictionnaire montagnais-français de Lynn Drapeau et le dictionnaire cri du Père Louis-Philippe Vaillancourt. Nous sommes sûrement à l'aube de l'aménagement linguistique des langues autochtones du Québec. •

1. Voir CAIUS, R. D., «Le statut des langues autochtones et leurs domaines d'utilisation au Québec», dans MAURAI, J. op.cit. pp. 115-149; MAURAI, J., «Les langues autochtones somelles plus menacées au Québec qu'ailleurs au Canada?», *L'Action nationale* 82/8, octobre 1992, pp. 1003-1019 (ce demi-annuel établit des comparaisons entre les langues du Québec et celles d'autres pays des trois Amériques; en tout, l'enquête a porté sur 93 langues).

▼ traduction • correction • mise au point  
de textes médicaux et paramédicaux

**SONANCES**

Jacques Boulay, M.D., F.R.C.P. (C)  
membre d'honneur  
de la Société des traducteurs du Québec

857, rue du Chanoine-Martin  
Sainte-Foy  
QUÉBEC G1V 3P6

Téléphone et télécopieur: (418) 657-7955



# The Common Cause of French and Aboriginal Languages in Canada

*"A culture cannot survive without its language. The language is the expression of the culture, it is the backbone, the identity of the people. When the language is lost, the culture is crippled.,"\**

by Robin Philpot

**M**ANY in Canada can identify with this statement, from the numerous aboriginal nations, to Quebeckers, Acadians and other French speakers outside Québec. This objective common cause uniting those who speak Aboriginal languages and French speakers is not new in Canada. Few Canadians realize, for example, that the notorious "speak white"- a truly original Canadianism- was first used by English Canadians in their relations with Indians and men, following a curious transfer, as a way to tell French Canadians to speak English.<sup>r</sup>

Most Quebeckers and francophones outside Québec consider language the essence of their identity. Aboriginal leaders are also unanimous in recognizing the importance of protecting and developing their languages. For example, Billy Diamond, the Cree leader who negotiated the James Bay and Northern Québec Agreement, wrote in 1986: "Another essential point we stressed during the negotiations and which continues to be a focal point in our thought is the need to preserve and develop the Cree language. Subsection 16.0.10 of the agreement provides for Cree to be the teaching language. This subsection is a landmark with regards to the relationship between the provincial governments and the Native people in the province and, indeed, throughout Canada."<sup>2</sup>

Since 1990, much has been written about the conditions of aboriginal peoples in Canada and, generally speaking, it has not been flattering for Québec-nor has it been very rigorous. In order to circumvent the symbols and get to the facts, I conducted several comparative studies of the conditions of aboriginal peoples in Canada, province by province, based on federal government statistics.<sup>3</sup>

One indicator investigated was the rate of native-language retention in Ontario and Québec. The question asked was: In aboriginal communities with similar cultures, economies and history in Québec and Ontario, do people have the same chance of retaining their native tongues? The answer was an unequivocal NO. Communities near major urban centres in Southern Ontario and Southern Québec were purposely avoided. The source was the 1986 Census (Statistics Canada Profiles Series 94-110 and 94-112).

In 22 reserves in Northern and Northwestern Ontario, approximately 50 percent of natives claimed that they still speak their language at home. In comparison, in a similar number of communities in Northern and Northeastern Québec, 90 percent of natives retain their languages (see graphs).

The native people on the Ontario reserves are Cree, Ojibway or Algonquin whose history and culture resemble the Cree, Algonquin, Attikamek and Montagnais of Québec. The two areas have economies. The fur trade was gradually replaced by mining and

forestry activities. Since the beginning of this century, hydro resources have been developed extensively in Québec and to some extent in Ontario.

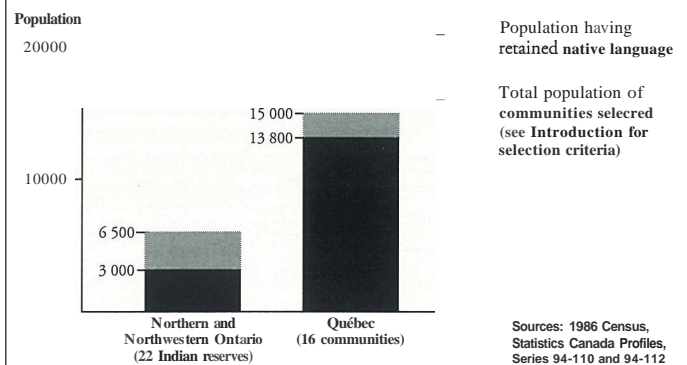
Inuit communities were not in this comparison, but studies on the subject exist. Jean-Philippe Chartrand has observed that the Inuit of Québec also retain their language more than the Inuit of the rest of Canada. He writes "the Inuit language seems to be strongest in Québec,"<sup>4</sup> pointing out that in 1981, almost 93 percent of the Inuit of Québec declared Inuktitut to be the language spoken at home, whereas in all of Canada, including Québec, only 73 percent of the Inuit made the same declaration. In Labrador, Newfoundland, Inuktitut as a home language drops to 37 percent. Chartrand also points out that use of Inuktitut had increased in Québec between 1971 and 1981, yet it had decreased everywhere else in Canada. According to Chartrand, this can be explained by the fact that in Québec Inuktitut had become one of the languages of education in the 1960s, at least 10 years before the rest of Canada.

## English: the predominant second language

English is by far the most widely used second language among natives in Québec: 57 percent of natives in Québec know at least English, whereas 25 percent know at least French. The remaining 18 percent know neither French or English.<sup>5</sup> This is not surprising considering traditional Federal Government policy. In 1969, Laval University botanist and ethnologist Jacques Rousseau noted that "Federal government policy is always established by and for the majority [in Canada]. In the native schools, everything is usually done in English, even in some of those parts of the country where Native communities are entirely surrounded by a French Canadian population."<sup>6</sup>

Most Crees, Inuit, Mohawks and Micmac have adopted English as a second language. For historical reasons, however, the Montagnais, Attikameks, Huron and Abenaki peoples have adopted French. Among the Algonquin nation in the Abitibi-Temiscamingue region, some communities have adopted English as a second language, while others have adopted French.

**Amerindian language retention in Ontario and Québec**



\* Geoffrey York, *The Dispossessed*, 1989, p. 36.

Robin Philpot is a Montréal writer and translator and author of the French-language best-seller on the Oka crisis and Canada-Québec politics entitled *Oka - dernier alibi du Canada anglais*. He currently works for Hydro-Québec.

The different rate of language retention among the Algonquins casts some light on the differences between Ontario and Québec. Interestingly, the communities that have adopted English retain the Algonquin tongue much less than those that use French as a second language, mirroring the Ontario-Québec phenomenon.

These statistics tend to indicate that the language of assimilation, the one that threatens to replace aboriginal languages in Canada, is the one that a small number of English Canadians used to call "white." What's more, in areas where "white" is less predominant, namely Québec, aboriginal tongues are thriving relatively well. Perhaps we can conjecture that the fight to protect and promote French, a minority language in Canada and throughout

North America, has also had the effect of inspiring native nations in Québec to do the same. •

1. *Dictionary of Canadianisms 011 Historical Principles* (Toronto: Gage, 1967) 736, 849, 851, 852.
2. Billy Diamond. The Cree Experience. in *Indian Education in Canada, Vol 2: The Challenge* (Vancouver: UBC Press, 1986).
3. Robin Philpot. *Oka: dernier alibi du Callada anglais*, (Montréal: VLB Éditeur, 1991) 51-68.
4. Jean-Philippe Chartrand, *Survival and Adaptation of the Inuit Ethnic Identity: The Importance of Identity*, in *Native People, Native Lands, Canadian Inuit and Métis*, Carleton University Press, 1988, p. 241-245.
5. Louis-Jacques Dorais, *Les langues autochtones d'hier à aujourd'hui*, in *Les langues autochtones du Québec*, ed. Jacques Maurais (CLF) 89.
6. Jacques Rousseau, *The Northern Québec Eskimo Problem and the Ottawa-Québec Struggle*, in *Anthropological Journal of Callada*, vol. 7, no. 2, 1969.

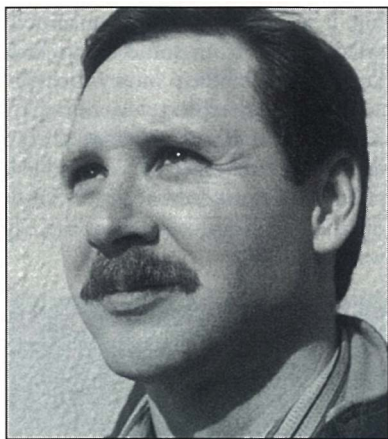
## Kangirsuk-Inukjuak via Modem



*A long process, but a remarkable way to put together a magazine,*

by Stephen Hendrie

OUTSIDE the Makivik office in Inukjuak the wind blew clouds of snow into the fur of the dogs chained up nearby. They lay still, cuddling like a ball for warmth in the -60° chill. Inside the building, the editor of *Makivik News* sat in a small office.



Stephen Hendrie

Sunday night, March 29, 1992. Not an unusual time for the editor to be looking at a computer screen. The bluish glow from the Radius two-page display lit the room, decorated with a dark crimson wall hanging, featuring all sorts of traditional Inuit clothing—kamiks, parkas, amautiq, hats. The editor drew his hands through his hair as he watched words appear on the screen, as if by magic.

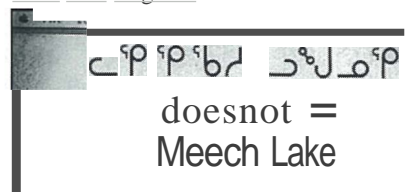
Hundreds of kilometres away in Kangirsuk, across the snowy vastness that defines Northern Québec, or Nunavik, as the Inuit proudly call their land, sat Martha Kauki, one of the translators for *Makivik News*. The bilingual (English-Inuktitut) quarterly magazine is published by Makivik Corporation to keep the beneficiaries of the James Bay and Northern Québec Agreement informed of the Corporation's activities.

Martha typed messages on her old Apple computer to make sure that the editor would get the Inuktitut translation she just finished. It was a lengthy article on the events and circumstances of the Makivik annual general meeting, held the previous week in Povungnituk, where Martha had worked as an interpreter. After spending a week in a hot little canvas tent inside a gym, looking through a thick plastic window to see who exactly was talking, translating the 3257-word article seemed rather easy. The hard part, as usual, was sending it by modem to the editor in Inukjuak.

"Let's try sending it by Ymodem, OK?" Martha typed, making only a few spelling errors, and going back to correct them as she typed. "OK, selecting now..." the editor typed in reply. "OK..." flashed on the screen, as usual, and as Martha selected "SEND by Ymodem" on her computer in Kangirsuk, the editor selected "RECEIVE Ymodem" in Inukjuak. After twenty minutes of bad connections and failed transmissions, things seemed to be working. This time.

As the data danced over the telephone wires on to satellite dishes, then high up to a satellite in the sky and back down again in Inukjuak, the modems checked each package of data and confirmed reception. It was a long process (at 1200 baud), but still a remarkable way to put together a magazine.

As the computer gave information on the length of time the transmission would take—about eleven minutes—the editor looked over some laser proofs of an article on the constitution. It was, in the spring of 1992, a topic of interest to the readers. Once the Inuktitut translation was placed in the PageMaker program and properly laid out, the proofs showed that some of the English words that Martha could not translate had been transformed into the Inuktitut font, a quirk of some of the time-saving features of the program. The editor, who did not know Inuktitut, would have to go through the text word by word, syllabic by syllabic, to pick out the words that had been transformed, and turn them back into English.



Martha Kauki, who has been translating from English to Inuktitut for more than a decade now, could not find an Inuktitut phrase for "Meech

Lake." If not corrected, it would appear as gibberish in Inuktitut. Unfortunately for the editor, most of the text appeared to him as gibberish. Only a few of the characters looked like Roman characters. The "ma" looked like a capital letter "L". The "gu" looked like an upper-case "J". There was a character that looked like a big "C" (the "ta" sound), and the "ka" sound looked like a small letter "b". But generally, the syllabic shapes were like Chinese to the editor, and he frequently had to search through proofs to ensure that

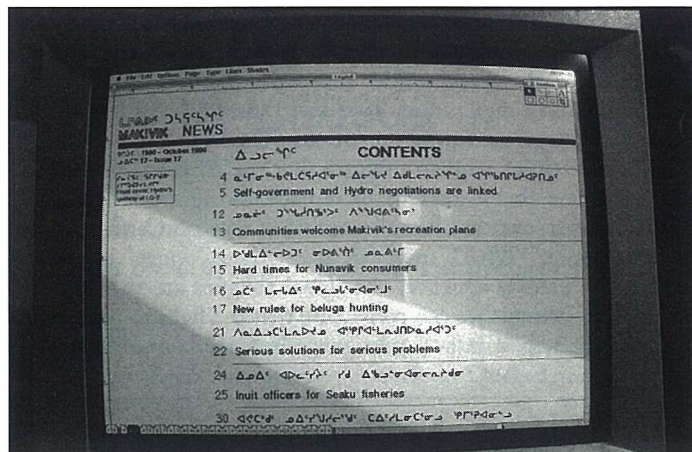
Stephen Hendrie is Head of Information at the Makivik Corporation.

certain words did not end up horribly wrong in a language completely foreign to him.

The sound of bells jolted the editor from his concentration. He jumped slightly and looked up at the screen to see that the transmission had been successful. Martha was writing on the screen again wanting to know if there would be any more work in the coming days, as she wanted to go out fishing with her children if the weather co-operated. It was close to 11 PM. Scratching his head, the editor thought quickly about what still had to be written: a short note from the editors, two or three brief news items for the back of the magazine, and a one-paragraph introduction to a feature article. He typed quickly, noting that the deadline would be the following Friday (the remaining material still had to be written, too). He'd send it on Tuesday. Martha could go fishing. They wished each other electronic farewells. Both were exuberant at the thought of accomplishing another small yet vital task in the production of the magazine.

Later, as the laser printer spit out proofs of the freshly received translation, accompanied by the high-pitched mechanical whooshing sounds of the LaserWriter Plus (the dinosaur of Apple laser writers, the square tank), the editor used a blue highlighter to make the English words stand out. He would need to check them later in the week, as the time to put the magazine to bed approached.

He knew, though, that more roadblocks lay ahead. Although the Inuktitut font was well developed for the Apple computer environment, and it performed well in the PageMaker desktop layout program, it still could not be hyphenated automatically, as English and French could. As a result, when an article of Inuktitut text had to wrap around photo boxes, it had to be hyphenated by hand, a long and arduous process that Sara Naluktuk— who usually worked at the Inukjuak housing office— performed admirably.



Sara worked quietly, patiently, and almost shyly, using the mouse to navigate around the screen. The hyphenation work was scheduled for the end of the week. There would be time to look over all the photographs, and think up headlines and photo captions before then. Sara would translate them on the spot and type them directly into the finished computer layout.

The wind still whipped the snow into hard drifts— unrelenting, it seemed. The editor imagined that the flakes were Inuktitut syllabics lost from some unsuccessful modem transmission. The dogs shifted in their snowy niches. On the small five-inch black-and-white portable television the editor kept on his desk, the national anthem played, signalling the end of another broadcast day. He switched it off, took the felt liners of his boots off the radiators, inserted them in his Sorels, grabbed his parka, switched off the Mac, and headed home, through the raging snow, to a warm bed. •



## La saga d'un certain bilinguisme

*L'histoire d'une collaboration interculturelle déroutante, mais fructueuse et enrichissante.*

par Paule Beauprand-Champagne

LES détails de l'incroyable aventure que j'ai vécue à l'hiverné de 1989 s'estompent avec le temps, il suffit qu'on me demande de la raconter pour que je revive le sentiment d'exaltation que j'ai alors connu. J'étais à l'époque rédactrice en chef adjointe au quotidien *Le Devoir*, chargée de la publication d'un magazine économique et de cahiers spéciaux. Et le samedi 1<sup>er</sup> avril, c'est un véritable exploit que nous avons réussi en publiant un cahier bilingue français-inuktitut!

Huit semaines auparavant, je ne savais même pas que des élections se tenaient au Nunavik, que j'appelais encore Nouveau-Québec. C'est donc un cours (très) accéléré d'histoire et presque de langue que j'ai



Paule Beauprand-Champagne est rédactrice en chef adjointe du magazine *L'Actualité*.

suivi. Le 10 avril, les Inuit allaient élire les six personnes chargées de rédiger un projet de constitution pour un gouvernement régional autonome. Pour eux, donc en inuktitut, et pour ses lecteurs habituels, donc en français, *Le Devoir* allait publier une série de reportages sur les enjeux et les candidats. Tout, incluant la publicité, allait donc être traduit du français à l'inuktitut ou vice-versa. Rien de bien compliqué, m'avait-on assuré!

Ce que j'ai cru bien innocemment jusqu'à ce que je découvre, à mon grand désarroi, *primo*, qu'une grande partie du travail serait en fait trilingue (de l'anglais au français à l'inuktitut, ou du français à l'anglais à l'inuktitut, ou encore de l'inuktitut à l'anglais au français), *secundo*, que l'inuktitut étant une langue « agglutinante » (bon Dieu! je n'avais même jamais entendu l'expression), les textes traduits seraient donc deux fois plus longs qu'en français, et *tertio*... que les traducteurs n'allaient pas s'entendre entre eux sur le sens des divers symboles de la langue écrite, parce que l'inuktitut n'a commencé à être écrit qu'au siècle dernier!

Là, j'ai presque paniqué. Parce que, bien évidemment, on aura compris que moi... je n'y comprenais rien. En femme pratique, j'avais seulement prévu qu'un Inuit ou un traducteur chevronné viendrait à l'atelier de composition s'assurer que chaque titre était bien collé à l'endroit (0, que chaque texte commençait bien par

# Translation Training Programs in Native Languages: Possibilities and Limitations



*Unlike their colleagues who work in English or in French, Dene translators have to invent to convey the meaning of the foreign words.*

by Mariene Semsch

TRAINING native translators is a fairly new field—one which is challenging and probably crucial to the survival of native languages. In the Northwest Territories, native people who wish to become translators have the option of being trained on the job, in a government department, or in a diploma program at Arctic College. The resources are few, the command of the languages is progressively weakening, the jobs are scarce, and literacy is low, but interest in Dene languages is growing partly due to the graduates and visible products of these training programs. I will confine myself to the training of translators belonging to the Athapaskan language family, specifically Dogrib, Chipewyan, Gwich'in, North Slavey, and South Slavey.

We take a meaning-based approach to translation. We encounter more serious difficulties than one finds between French and English or any other two European languages. The difference between Dene and English needs to be measured in centuries. Not only are there few word equivalents but very often the concepts are unknown in the other culture. The world view and academic

Mariene Semsch coordinates and teaches in the Interpreter/Translator Program, Arctic College, Fort Smith, NWT.



Mariene Semsch

background of the Dene translator call for paraphrasing of the English message in order to convey the meaning clearly. And of course the grammatical structures of the English and Dene languages are entirely unrelated, which makes discourse analysis all the more challenging. With this perspective in mind we will look at the training that is presently available.

In the 1970s the new territorial government realized that a great number of their citizens did not speak English, so they hired interpreter/translators. Originally called the Interpreter Corps, the Language Bureau offered the first interpreter/translator training in the NWT. Their facilities in Yellowknife boast a modern training room for simultaneous interpreting, complete with five booths, audio playback equipment, and a large video projection screen. A training officer delivers on-the-job training to a staff of approximately 45 who are spread across five regional offices throughout the Territories. The Language Bureau program is very comprehensive in that it covers everything from office skills and word processing to interpreting and translating. Problems are inherent, however. The new employee is asked to perform tasks prior to training and is required to do both interpreting and translating in all fields. The fact that the average academic level of employees is grade ten compounds the problems, which cannot begin to be solved by on-the-job training, except perhaps over the very long term.

In 1988 Arctic College offered the first certificate program in interpreting and translating in aboriginal languages in Canada. Vancouver Community College had been providing legal interpreter training for aboriginal-language speakers and still does. Arctic College just this year expanded its program to a two-year diploma. We are faced with the same problems as the Language

son début et que chaque colonne commençait bien avec la suite de la colonne précédente. Déjà ça, ça sortait de l'ordinaire!

Je ne m'attendais pas à devoir faire traduire en anglais un texte remis en français parce que le traducteur disponible était plutôt bilingue anglais-inuktitut, ni à devoir jouer de diplomatie avec les traducteurs (dont le nombre est passé de deux à 14 en l'espace de deux semaines)! Quand l'un relisait le texte d'un autre et m'annonçait, plutôt fâché, que c'était plein d'erreurs et que nous allions causer des problèmes politiques dans le Grand Nord, je m'arrachais les cheveux. Et j'en appelais un troisième dans l'espoir d'y voir clair.

Je venais de découvrir que, ou bien les traducteurs ne sont pas immunisés contre la politique, ou bien une langue écrite peut, dans sa prime jeunesse, prêter à tellement d'interprétations qu'elle peut faire dire «noir» à quidqu'un qui veut dire «blanc»!

Mais le bon Dieu des journalistes veillait sur moi et sur les quelques fous du Devoir que j'avais embarqués dans cette galère. Notre cahier (très) spécial est sorti à temps, et personne ne nous a accusés d'avoir commis des gaffes politiques (mais je sais que dans quelques officines de traducteurs, on a poursuivi la discussion sur le vrai sens de deux ou trois symboles...). Cette expérience nous avait permis de connaître des gens merveilleux et, ravis d'avoir réussi notre coup, nous parlions de recommencer une ou deux fois par année pour rapprocher le Sud du Nord!

Nous travaillons presque tous ailleurs aujourd'hui, mais la nostalgie de cette incroyable et belle aventure ne nous a jamais quittés. •



Map: J. Helm, Handbook of North American Indians; Dogrib belt: National Museum of Man



*Students at the Arctic College*

Bureau program, except that the students are studying full time as opposed to holding a job concurrently.

One major difficulty we face in training is that students usually are not literate in Dene when they enter the program and must be taught to write their Dene language within six weeks in order to carry on to translation in the same semester. Even though the writing system is phonetic it still requires a great deal of practice before one becomes accurate. Dene languages are tonal. Speakers of the language have the most difficulty hearing and then marking the tones, yet the wrong tone means a word entirely unrelated to the one intended. When translating, it is enough to be struggling with the meaning of the text and the receptor-language equivalent without also having to struggle over the spelling, which brings me to the next problem: resources.

### **The responsibility of inventing a language**

Resources at the disposal of the Dene translator are few and far between. There are no spell-checkers, no thesauri, no grammar texts, few dictionaries, and no reference texts in the Dene language. Mer all these years of translating, people are still relying on word lists that have been compiled by individuals, schools or the Language Bureau. These word lists tend to be topical and rather elementary. More often than not they are photocopied locally and are not widely distributed. More formal and systematic dictionaries have been published for South Slavey and Gwich'in, but they are far from meeting the needs of the translator.

Printed resources in Dene languages mainly consist of existing and traditional language, which does not help the translator with the terminology and topics of the modern world. The responsibility for inventing language is a terrifying task for the Dene translator who may already feel unsure of his or her command of the aboriginal language. For reference, it is generally the elders who are consulted, but first the concept must be conveyed to them. There are no groups of specialists, no manuals to which we can refer for rules as we do in English or French. The coining of new terms is a frequent occurrence. In our program we teach students a number of ways to handle new terms. The English term may be described in some relevant and brief manner rather than with a single word. An existing term can be used in a new way or with an additional word or phrase. The English word can be adopted with pronunciation varying to suit the speech sounds of the Dene language, although this is rarely possible, or the original English word

is used along with a brief explanation of its meaning in Dene. Even so, the translator is limited by the existing vocabulary of the Dene language and also by the unilingual aboriginal person's limited grasp of modern concepts. In the classroom, if three or more speakers of the language agree on the translation of a term, it is accepted as correct until it can be verified by an elder or senior translator.

Not only do Dene translators lack resources but Dene translator training programs lack materials and resources for courses as well. We are forced to adapt university-level courses in English/French translation to the academic and language needs of our students. Because of the small pool of Dene professionals, most trainers are unilingual English speakers who have linguistic and teaching backgrounds and a rudimentary understanding of perhaps one Dene language. Once it is determined what type of support material is needed, Dene speakers are contracted to produce it. Since most of these freelance translators are self-taught, a fair bit of explanation is required before they understand the requirements. It is difficult to monitor the quality of their work since there are no experts in the language—there are only levels of accepted authority. Certain people gain the respect of their fellow translators through their work, and their advice is usually accepted.

### **A maze of dialects**

The relatedness of the languages causes problems in itself. Where is the fine line that distinguishes a language from a dialect? Traditionally the Dene peoples were very mobile, crossing one another's territories in search of food, clothing, and shelter. They learned each other's languages for survival, trade, and protection from the enemy. It is believed that originally they all spoke a proto-Athapaskan language. In any case, there are very broad dialect differences within each language, yet elders often speak two or three languages. When you consider that the total population of Dene is less than 10,000, that, for example, there are about 2300 Dogribs spread over six communities, and that there are at least three distinct dialects within that language group alone, then you begin to understand the difficulties that arise in publishing Dene language materials.

Dialect differences cause problems in almost all areas of training. In developing resources it is not financially feasible to produce materials in all the dialects, nor is there always a competent translator capable of tackling the task. When students are asked to do cooperative translations or proofread for one another, the choice of dialect becomes an issue. There are no dominant dialects. At the college we have a modest terminology bank using Microsoft File and must enter the dialect variations for each term. I think the reason there is a dearth of published materials in Dene languages is that the dialect issue has not been resolved, so many things have never been printed. Publishing costs for such small populations are astronomical. Finding suitable evaluators for the students is always difficult, but dialect differences compound the problem. This year we have four North Slavey students. There are two distinct dialects among them and even a borderline third one. In addition, the younger people often shorten words in the language compared to the elders, which is the equivalent of another dialect within each dialect.

### **A matter of knowledge**

One final area of concern in the training of Dene translators is the lack of general knowledge on the part of the students entering a training program. With such a small population in the North it is not possible to keep interpretation and translation separate, just

as it is not possible for translators to specialize in only one or two given fields. It is a very tall order to ask people with a grade ten or twelve education to do both jobs in all fields. Out of this small population there are only a handful who are even interested in interpreting and translating. As a general rule, people who have completed high school have poorer Dene language skills because they have had to leave their communities and go to larger English-dominated centres for their education. Conversely, those who are strong in the Dene language are usually weak in English because they have never left their communities for extended periods or are elders who have never attended school. Therefore, our pool of candidates applying to the program is very small and tends to be

at the high-school level. In view of the demands placed on Dene translators with only a short training period, it is surprising how well they actually perform and that there isn't a higher bum-out rate.

When we look to the future, we must recognize that written languages have a greater chance of survival. If people are to be encouraged to read Dene languages, there must be a wide variety of written materials to read and a reason to do so, such as for employment. We hope that the translator training programs will assist Dene translators in meeting the challenges of producing these materials in time. •

---

## Interpreting on a Tightrope

---



### *Translating unknown concepts: a realjuggling act*

by Emilie Rondeau

As AN announcer-producer for CBC North Radio, I was recently asked *ta* explain the meaning of "Mulroney is walking on a political tightrope with the referendum." The sentence contains three words for which Cree has no direct equivalent: *political* is usually translated as "work related to government"; *tightrope* is an unheard of object (and once explained, any sensible Cree would question why anyone would want to walk on one anyway); as for the word *referendum*, it is usually translated as "THE question," with an explanatory sentence added, for lack of a better solution.

This is just an example of the sort of challenges that we encounter in the process of doing on-air sight translation in Cree using English material. Sight translation is a very long process under normal circumstances, as the Cree is normally twice as long as the English. However, an additional difficulty results from the fact that many English words have no Cree equivalents—they are "new words." Usually, announcers translate such words with an explanatory sentence. As the Mulroney story suggests, translating metaphors can take up a lot of air time.

These translation problems are compounded by the fact that the Cree language, like so many other native languages, has several dialects—coastal and inland or north and south— as well as local variations. Some communities have words found nowhere else. And many times, the same word has a different meaning in different communities. For example, the term used to describe a woman who is "babysitting" on the coast would be understood as "pregnant" in Mistassini.

On the other hand, communities may use words that are totally different to convey the same meaning. Most communities have their own words for weather conditions, so subjects as routine as weather reports are difficult to translate unless the translator knows some words common to all communities. Since people travel in the open, weather forecasts are important to them, so if there are two ways of saying a word, we use both in the broadcast.

The Cree language now contains some words borrowed from English or French. For example, *gagne-yutte* means "he won" and

*tuu-bisse* means "bus." *CEC* is a standard Cree word in conversation, when, for example, someone asks, "Do you still work for the CBC?"

The everyday language of certain younger people contains a lot of English words mixed in without explanation. For elders who don't speak English, this is as disconcerting as it would be for a unilingual anglophone to hear Greek words in the middle of a sentence, without explanation. For the benefit of these listeners, we generally explain any English words that do not have Cree equivalents.

Translation is doubly hard for the host of the Cree program Maamuitaau, who must sight translate from English on the teleprompter, but with the right timing. If they want 20 seconds, you cannot give them 15 or 25 seconds. Of course, the boss is probably asking you *ta* smile, while you're at it!

Finding translators who have good Cree language skills as well as good English comprehension is difficult. I have met people who spoke excellent Cree, but who could not effectively translate a simple English phrase because of limited English comprehension. And some of us younger people with a better grasp of English sometimes find it hard to come up with the correct Cree word.

All too often, people think we translators should know every word in the Cree dictionary. Someone once commented, "You go on the air in Cree and you don't know this Cree word?" I asked him if he knew every word in Webster's dictionary. He didn't. I guess it's all a matter of perspective. •

---

Traduction  
Josée Ouellet Simard, MBA

458, rue de Guyenne  
Laval (Québec)  
Tél. : (514) 663-8448

Membre agréée de la CPTIAQ

Finance, comptabilité, gestion, vérification, fiscalité, immobilier

Traitement de texte, éditique  
Impression laser · postscript ·  
Rédaction, révision

---

Emilie Rondeau is a journalist who used to work for CBC North, Québec. She currently lives in Winnipeg.



# Linguistic Justice in Canada's North

*The role of the interpreter is of the utmost importance to ensure that trial proceedings are understood by natives with limited knowledge of French and English.*

by Mary Pepper

IN THE Northwest Territories, the legislated right of the individual to understand and to be understood in court proceedings is given force through concrete action. The Department of Justice of the Northwest Territories, through the Legal Interpreting section, ensures that individuals have access to trained and competent interpreters.

Section 14 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms guarantees the right to an interpreter for a litigant or witness in any proceedings. The Official Languages Act (Canada) provides for witnesses to use either French or English in court (s. 12.1) and to conduct court proceedings in either English or French (s. 12.3).

Mary Pepper is Manager of Legal Interpreting, Department of Justice, Government of the Northwest Territories, in Yellowknife. She is a linguist who has worked with speakers of Athapaskan, Algonquian and Inuktitut languages primarily.

The Official Languages Act (NWf) defines official languages as English, French, Dogrib, Chipewyan, Gwich'in, Inuktitut and Cree. The Act protects the right to use any official language in court (s. 13.2) and provides for simultaneous interpretation of proceedings for the public (s. 13.3). It also provides for sound recordings of judicial decisions in all the official languages if the decision is of public importance (s. 14.4). The Jury Act (NWT) allows unilingual persons to serve as jurors.

While these rights are enshrined in legislation, the practical protection of rights is guaranteed through the programs delivered by the Department of Justice.

## In the courtroom

In the courtroom, interpreters are often required for the accused, witnesses, jurors and even the audience if the case involves a point of law of general public concern. Consecutive interpreting is used for testimony of the accused and witnesses,



## Jusqu'à où faut-il interpréter?

*Les journalistes qui se contentent de parler des autochtones devraient-ils plutôt les laisser parler?*

par Marie-Paul Rouleau

COMME journaliste, je parle anglais avec la plupart de mes interlocuteurs autochtones, bien qu'il y ait des francophones, surtout chez les Cris. Le fait de communiquer dans une langue seconde et d'appartenir à des cultures différentes rend parfois les conversations difficiles, surtout les conversations téléphoniques, mais cela ne nuit pas vraiment à la cueillette de l'information.

Toutefois, lorsque je couvre une assemblée pendant trois jours, en écoutant la traduction des débats de l'inuktitut à l'anglais, par exemple, j'hésite à utiliser l'information telle quelle. Elle me sert plutôt à structurer mes entrevues. Quant à l'embauche d'un interprète personnel pour plus de quelques heures, elle augmente singulièrement le coût d'un reportage, en plus de poser certaines difficultés.

Le grand problème de l'entrevue avec interprète, c'est qu'il est très difficile de créer un climat; l'échange est indirect, nécessairement interrompu par la traduction, et on pose beaucoup trop de questions pour clarifier des points qu'on aurait déjà dû saisir. En outre, les autochtones plus âgés, ceux précisément qui ne parlent que leur langue maternelle, n'aiment pas ce jeu de questions-réponses, parce que, traditionnellement, ils préfèrent développer leur pensée sans être interrompus. Mes collègues ont diffusé récemment une légende crie, racontée au téléphone par une dame de soixante-dix ans au moins: SQn histoire durait une demi-heure et fut enregistrée sans préavis.

Marie-Paul Rouleau produit l'émission de radio *Boréal Hebdo* pour SRC Nord Québec. Cette émission, destinée aux francophones qui habitent les communautés crie et inuit du nord du Québec, donne la parole à des représentants des trois cultures.

Un interprète est absolument nécessaire pour le montage des entrevues en cri ou en inuktitut: où commence et où finit l'extrait désiré? Est-ce que les épissures (technique de montage) sonnent bien? Peut-on gagner quelques secondes en éliminant une répétition? On doit aussi se limiter à de courts extraits, puisque l'auditeur cible ne comprend pas la langue, et se garder d'utiliser les langues autochtones comme des objets décoratifs, sans tenir compte du sens. Ça s'est déjà vu!

Tous ces problèmes de traduction, additionnés aux éternelles contraintes de temps, finissent par influencer sur les sujets choisis et leur traitement. Il est plus facile de couvrir les événements politiques, où des porte-parole tout désignés parlent français ou anglais. Il est plus facile de parler des bélugas avec un biologiste au téléphone qu'avec un chasseur à Ivujivik. N'est plus facile de parler de l'histoire de l'art inuit avec un critique ou un chercheur francophone qu'avec les artistes eux-mêmes: l'art inuit contemporain ayant débuté en 1948, les artistes de la première génération ne parlent souvent qu'inuktitut.

Cette question fondamentale a été soulevée le printemps dernier, à Montréal, lors d'un colloque sur l'art autochtone contemporain organisé par Dana Williams et Pierre-Léon Tétreault: les artistes étaient excédés de voir leurs œuvres et leur culture, maintenant à la mode, interprétées et mesurées par des gens d'une culture différente; en clair, ils nous contestaient le droit de parler à leur place, et tous les Blancs présents se sont sentis concernés. C'est justement la tentation du journaliste: pour éluder les barrières de langue, de culture, de temps, de coût, il peut facilement se contenter de parler des autochtones au lieu de les faire parler. Une façon simple d'atténuer ces distorsions, c'est de donner la parole aux journalistes autochtones, ce qui ne fait que commencer. •

and for cases involving unilingual jurors, while whispered simultaneous interpreting is used throughout the trial for the accused. Infoport systems are utilized when simultaneous interpretation is provided for the audience. On occasion, the interpreter will be called upon to give a sight translation of written evidence, particularly for unilingual jurors. The Territorial and Supreme Courts of the NWT have sufficient infoport systems on different frequencies to function even for relay interpreting.

While the justice system has several bilingual French and aboriginal-language employees, they tend to be special constables, court workers or court clerks, and there are still few bilingual lawyers or judges residing in the North. For this reason, court interpreters are crucial participants in the legal system.

The right to an interpreter is primarily guaranteed in criminal cases, while civil cases are still a grey area. Payment for an interpreter is covered by the Department of Justice (NWT) for criminal cases, but often payment for an interpreter in civil cases will not be covered. In criminal cases, payment is only covered for an interpreter in court, while the defense or Crown must cover payment for interpreters outside the courtroom.

## Training for court interpreters

The Legal Interpreting section provides an eight-week training program annually, in both the eastern and western Arctic. The program is comprised of four two-week courses, covering origins of law, structure of the courts, specific offenses and defenses, young offenders, coroners' inquests, expert witnesses, jury trials, and civil law and procedure.

Each course contains lectures about the legal system, and utilizes a training manual developed by Legal Interpreting. In addition, students spend time practising consecutive and simultaneous interpreting skills, including note-taking and concentration and memory-building exercises. Mock trials are used to simulate interpreting in the courtroom.

Students must successfully complete the eight-week training program and a paid 30-hour court practicum before they are certified by the Department of Justice.

Legal Interpreting maintains a registry of court interpreters. The registry is updated on a monthly basis, and is used by court clerks to hire suitable interpreters when the need arises. It indi-

## Quelques publications

### Makivik News

Publication trimestrielle de la Société Makivik, organisme chargé de représenter et de promouvoir les intérêts du Nunavik, **Makivik News** est distribué gratuitement aux bénéficiaires inuit de la **Convention de la Baie James et du Nord québécois**, soit à chaque foyer du Nunavik. Son tirage est de 3000 exemplaires. La plupart des articles sont écrits en anglais puis traduits en inuktitut par des traducteurs inuit. Chaque numéro comprend un dossier axé sur un thème particulier (par exemple, le débat constitutionnel, les investissements de la Société). On y trouve en outre des comptes rendus détaillés d'événements marquants (Conférence circumpolaire Inuit, participation des Inuit au Sommet de la Terre à Rio, etc.), des interviews de personnalités de la scène politique et sociale du Nunavik, ainsi que des textes d'actualité traitant notamment de projets directement liés aux intérêts politiques, économiques et socio-culturels des Inuit, de problèmes rencontrés par les communautés et d'événements divers mettant en vedette des représentants de ces dernières.

[Makivik News, Inukjuak (Québec) JoM iMo]

### Anngutivik

Bulletin trilingue (inuktitut-anglais-français) de la Commission scolaire Kativik, **Anngutivik** est publié deux fois l'an et distribué gratuitement aux représentants élus de la Commission, à son personnel et aux parents, de même qu'aux organismes inuit locaux et régionaux et à des agences gouvernementales, bibliothèques et universités intéressées à l'enseignement autochtone dans le monde entier. Le bulletin présente des comptes rendus d'événements spéciaux tenus en milieu scolaire (premier festival sportif scolaire du Nunavik à Inukjuak, activités organisées à l'occasion de la Semaine nationale de sensibilisation aux toxicomanies, etc.), des textes de sensibilisation aux problèmes sociaux majeurs qui touchent les communautés (alcoolisme, suicide) et des articles d'actualité traitant, par exemple, des programmes d'aide mis sur pied en faveur des personnes en difficulté (programme d'aide entre pairs pour adolescents, service d'écoute détresse-secours Kamatsiaqtuk Baffin/Nunavik). Le bulletin comprend également une section « Jeux » à l'intention des enfants et présente le résultat de projets réalisés par des



élèves d'écoles du Nunavik (exemple: création d'un almanach commémoratif à l'aide de photos et de courtes histoires).

[Anngutivik, Commission scolaire Kativik, 331, avenue Mimosa, Dorval (Québec) H9S 3K5]

### Les publications de l'Institut culturel Avataq<sup>2</sup>

Organisme autochtone sans but lucratif mandaté par les aînés pour protéger et promouvoir la langue et la culture des Inuit du Nunavik, l'Institut culturel Avataq a notamment réalisé une série de recueils à partir d'entrevues menées auprès d'aînés des villages du Nunavik. Richement illustrés de photographies d'époque, dont certaines remontent au siècle dernier, ces recueils visent à transmettre au public, et principalement au public inuit, une information brute, c'est-à-dire non interprétée par les anthropologues, ethnologues et autres scientifiques, en restituant le plus fidèlement possible les paroles recueillies auprès des personnes interviewées. Cette série répond à l'objectif évident de «sauver» les trésors culturels dont les aînés sont les dépositaires avant que ceux-ci ne meurent.

L'Institut publie également deux fois l'an la revue **Tumivut**, qui est distribuée gratuitement dans les familles inuit du Nunavik. Sa production est entièrement financée par une subvention du ministère des Affaires indiennes et du Nord du Canada. Trilingue (inuktitut-anglais-français), elle réunit notamment des comptes rendus de projets spéciaux réalisés sous la direction ou avec la collaboration de l'Institut (construction de musées, projets d'archéologie et de généalogie), une section à caractère historique établie à partir d'entrevues avec des aînés et consacrée aux événements marquants survenus dans une région particulière du Nunavik, ainsi que des chroniques consacrées à la toponymie («Lieux et noms au Nunavik»), à la botanique («La flore du Nunavik») et aux techniques de survie durant les différentes saisons dans le Nord («Manuel de survie»).

[Institut culturel Avataq, Inukjuak, Nunavik (Québec) JoM iMo ou 294, carré Saint-Louis, Montréal (Québec) H2X 1A4]

Stéphane Loysel



1. Je remercie Stephen Hendrie pour les renseignements qu'il m'a fournis.

2. Je remercie Sylvie Côté Chew, coordonnatrice du centre de documentation de l'Institut culturel Avataq pour les informations qu'elle m'a fournies sur l'Institut et ses publications.

cates the number of court hours an interpreter has logged and the training taken. Information on court hours is tracked using a payment claim form. Each time an interpreter works in court, the court clerk fills out a form and a copy is sent to Legal Interpreting. Payment is indexed to training. A noncertified interpreter earns \$30 per hour, but a certified interpreter earns \$40 per hour.

### Terminology

One of the most interesting areas Legal Interpreting deals with is the development of aboriginal-language equivalents for European legal concepts. Annual terminology workshops are held, involving trained court interpreters and elders. English legal terminology is discussed, definitions confirmed with lawyers, and aboriginal equivalents are coined and later verified at another workshop. Once terms are verified, they are published in an effort to standardize the usage of translations within a language group.

### Aboriginal justice systems

There has been interest in recent years in developing a parallel aboriginal or traditional justice system. In the eastern Arctic, Justice of the Peace courts have been held in Inuktitut, and panels of elders have been involved in making recommendations on sentencing. In the western Arctic, a three-year project was undertaken in a Dogrib community to research traditional patterns and systems of justice using an oral-history approach. These initiatives could obviate to some degree the need for interpreters, since the community is empowered to deal with offenders using its own language.

### Problems

Many of the problems faced in the field of legal interpreting in the North are similar to those faced in southern Canada. There is no legislation in place which provides for interpreters for individuals upon arrest, for parents of young offenders, or for parents whose children are taken into custody in child welfare cases, for example.

There is no clear definition in law concerning the rights of fluent bilinguals to interpreters. The question here is whether individuals have the right to use their language of choice in proceedings, whether or not they actually comprehend the proceedings.

There is no clear indication in law of when an interpreter is actually required. It is up to the discretion and common sense of the lawyers and judges involved in a case. In the North, there are many people who are semilingual, that is, not fluent in any official language. Do these individuals have the right to an interpreter if their comprehension is impaired by low fluency skills?

A further problem area is dialectal differences. In the North, within any language group, there are a number of distinct dialects. While an interpreter may understand the different dialects of his or her language group, he or she may not be able to speak the different dialects.

Another area of concern is evaluating and monitoring the competence of interpreters. Appeals could be based not only on the lack of an interpreter when the accused actually required an interpreter, but also upon the quality of interpretation.

Lastly, while consecutive interpretation is preferable to simultaneous interpretation in court, it is time-consuming, and ultimately expensive in terms of interpreter fees and the length of the court sitting. This is important in the North, where circuit courts fly in to remote communities. The additional funding required to ensure the use of consecutive interpretation, as well as an adequate number of interpreters in court (at least [Wo]), must be viewed as essential and not a frill.

The efforts of the Department of Justice have been rewarded since the inception of the Legal Interpreting program in 1988. Approximately 40 interpreters have been certified to date, and there are currently 50 students attending the training program. This means that for the witness and defendant in a court case, language will no longer be a barrier. The person standing before the judge, lawyers and jury can feel confident that the meaning of their words is being clearly and accurately conveyed to those who do not speak their language. •

## Projet de société d'édition criel

TRÈS PEU de périodiques ont, à ce jour, été publiés en langue crie. Une étude de marché réalisée en 1991 par la firme Greg Smith & Associates à la demande de la Société des communications crie de la baie James a pourtant révélé que la possibilité de recourir à des services de communication afin d'atteindre l'ensemble de la population crie suscitait un vif intérêt de la part d'un certain nombre d'organismes et d'entreprises crie et non crie, ainsi que d'organismes gouvernementaux. La diffusion d'annonces publicitaires sur les ondes radiophoniques et dans les médias écrits (magazines et journaux) destinés aux Crie représente à cet égard le service le plus en demande. C'est précisément en réponse à cette demande, dont l'existence est d'ores et déjà bien établie, que le projet de création d'une société d'édition crie a vu le jour. Propriété de la Société des communications crie de la baie James, qui diffuse déjà 17 heures d'émissions radiophoniques en langue crie par semaine sur le réseau francophone de Radio-Canada du nord du Québec, et de la société Ushtauu, spécialisée en design graphique et en production de documents écrits, la société d'édition crie produira tout d'abord un journal mensuel ciblant en priorité les 1000 Crie de la région de la baie James, ainsi que les autres personnes intéressées par les questions touchant cette région et sa population. Le journal sera bilingue (anglais-cri) et comprendra des résumés en français des principaux sujets traités. Mensuel au cours des deux premières années, il deviendra bimensuel dès la troisième année. Il couvrira notamment l'actualité crie et traitera

de sujets tels que la santé, l'éducation, les affaires et les sports. Il est prévu que la société fasse appel aux services de traducteurs pour traduire le contenu rédactionnel et publicitaire du journal.

Un autre projet important de la société est la création, au cours de sa quatrième année d'activité, d'un magazine en couleur qui s'adressera à un auditoire beaucoup plus large que la population crie (soit plus de 30 000 personnes). Ce magazine traitera de la vie des Crie ainsi que des événements survenant dans la région de la baie James. Publié six fois l'an, il contiendra en moyenne 50 à 60 pages et sera envoyé à des abonnés dans le monde entier.

Enfin, la Société des communications crie de la baie James prévoit mettre en place son propre réseau radiophonique en 1993, au profit duquel le personnel de vente de la société d'édition vendra des services de publicité.

La controverse qui entoure l'aménagement de la région de la baie James suscite un vif intérêt à l'égard de celle-ci ainsi que de sa population autochtone. Les pilotes du projet espèrent que les publications de la société rejoindront ainsi un auditoire important composé de Crie, de non-Crie habitant la région, de membres des communautés voisines - ainsi que d'autres personnes intéressées, tant au Québec et ailleurs au Canada qu'à l'étranger. •

Stéphane Loysel

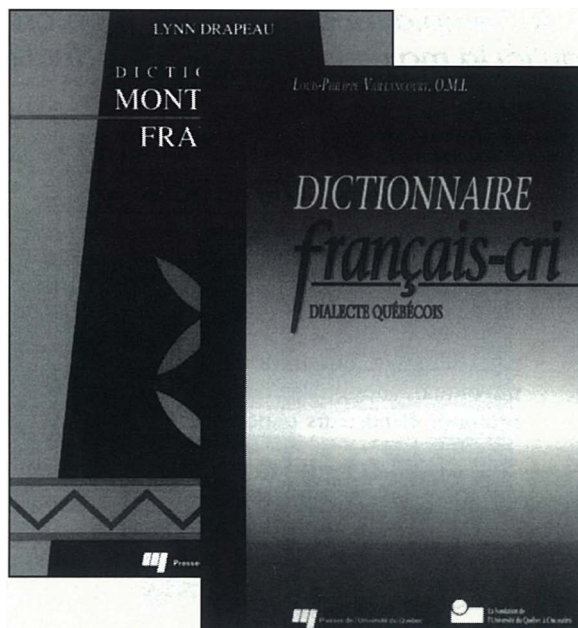
Je remercie Dianne Reid, présidente de la Société des communications crie de la baie James, et Emily Hubert, recherchiste au Grand Conseil des Crie (Québec), pour les informations détaillées qu'elles m'ont fournies sur le projet en question.

# Initiation aux langues amérindiennes

## DICTIONNAIRE MONTAGNAIS-FRANÇAIS

Lynn DRAPEAU  
1991, 936 pages, 50 \$

Ce dictionnaire montagnais-français de près de 22000 mots constitue un avancement majeur dans le domaine de la lexicographie des langues algonquiennes. Chaque forme montagnaise est citée en orthographe standardisée et s'accompagne d'indications grammaticales, d'une transcription phonétique large dans le dialecte de Betsiamites et, dans de nombreux cas, de son équivalent dans d'autres dialectes. Cet outil de référence unique est destiné aux Montagnais eux-mêmes, à la communauté scientifique, ainsi qu'à tous ceux qui désirent se familiariser avec cette langue.



## DICTIONNAIRE FRANÇAIS-CRI Dialecte québécois

Louis-Philippe VAILLANCOURT, O.M.I.  
1992, 492 pages, 40 \$

La langue crie comporte six dialectes: le cri des plaines, le cri des bois, le cri du Nord, le cri des marais, le Moose cri et le cri québécois. Le cri québécois est parlé par environ 9 000 Amérindiens cris qui habitent la Côte Est de la Baie-James, ainsi que dans des villages à l'intérieur des terres, tels que Nemiska, Waswanipi, Mistassini et au Poste-de-la-Baleine, dans la Baie d'Hudson. Ce dictionnaire se limite au cri québécois tel qu'il est parlé dans la partie nord de ce territoire, spécialement au Vieux-Comptoir et à Eastmain.

## Communications

### LA RÉDACTION DE RAPPORTS Structure des textes et stratégie de communication

Robert LAROSE  
1992, 194 pages

Cet ouvrage s'adresse à toute personne appelée à produire des textes commerciaux ou administratifs (du simple compte rendu au rapport de recommandation) dans une optique professionnelle. L'étude des problèmes de rédaction de rapports a été abordée de façon pragmatique, c'est-à-dire en tenant toujours compte de l'importance de bien comprendre le mandat et les besoins des destinataires.

L'ouvrage est divisé en quatre chapitres portant sur la stratégie de communication, la structure des textes, les éléments du rapport et les principales autres formes de communication écrite. Il est accompagné d'un cahier d'exercice et un corrigé est disponible pour les enseignants.

Cahier d'exercices: 18 \$ Manuel: 22 \$

Ensemble: Cahier et manuel: 38 \$

### L'ENVIRONNEMENT TRADUCTIONNEL La station de travail du traducteur de l'an 2001

Sous la direction de André CLAS et Hayssam SAFAR  
Collection UREF - 1992, 392 pages, 35 \$

La mondialisation des communications a accentué la nécessité de traduire de plus en plus et de plus en plus rapidement. Nul pays, nulle langue n'échappe à la traduction.

Mais on sait que toute traduction demande du temps, beaucoup de temps, trop de temps parfois! Il s'agit alors de rationaliser le travail indispensable du traducteur, de créer un environnement qui lui permette de mieux faire face à sa tâche, d'être plus efficace encore, plus créatif peut-être. On pense donc immédiatement à l'ordinateur, à la traduction assistée par ordinateur, à la traduction automatisée dans une large mesure. On cherche à créer un poste de travail au traducteur, toute une batterie d'outils automatiques, une station de travail.

<b>BON DE COMMANDE</b>	Veuillez m'expédier:		Prix	Quantité	Total	O Chèque	O Mandat postal	O Masler Card	O Visa nO	-	
	Dictionnaire <b>montagnais-français</b>		50 \$			Date d'expiration	Signature			-	
	Dictionnaire <b>français-cri</b>		40 \$			Nom					
	La rédaction de <b>rapports</b>	Cahier d'exercices	18 \$			Adresse				-	
		Manuel	22 \$								
	<b>Ensemble:</b> Cahier et manuel		38 \$								
	L'environnement traductionnel		35 \$							-	
						Ajouter la TPS de 7 %					
						Total					
						Expédiez à: <b>Presses</b> de l'Université du Québec 2875, houl. Laurier, Sainte-Foy (Québec) Canada, G1 V 2M3 Téléphone: (418) 657-3551, poste 2860 • Télécopieur: (418) 657-2096					

Prix sujet à changement sans préavis • Toute commande doit être accompagnée de son paiement intégral.

## De la quantité totale à la qualité totale

**La qualité totale est aujourd'hui le mot d'ordre au sein des organisations occidentales. Mais serait-elle une utopie pour le langagier? À l'instar d'autres salariés, celui-ci restera-t-il soumis aux diktats de l'employeur, dont l'objectif premier (et dernier, devrions-nous dire) a été jusqu'ici la maximisation de la production et du profit?**

LA FASCINATION pour la machine et pour sa formidable efficacité a profondément marqué le monde des organisations issu de la révolution industrielle. Patron-dominateur, la machine contraint l'homme à s'adapter à elle. Patron-modèle, elle s'impose à l'organisation comme paradigme structurel.

### La production, une mécanique?

L'entreprise dite classique se fonde sur trois postulats d'origine largement mécaniste:

*La standardisation.* Il y a lieu de rechercher au maximum la fabrication en grande quantité de produits identiques, car c'est là une condition *sine qua non* pour l'efficacité de la machine. On visera à atteindre un haut degré de répétitivité des tâches de l'exécutant grâce à la division étroite du travail.

*La dissociation abstraction-concrétisation.* De même que celui qui la conçoit et celui qui la fait fonctionner sont des entités distinctes de la machine, qui, elle, réalise sans discussion, de même le haut dirigeant-organisateur et le cadre intermédiaire-administrateur voient à ce que l'employé de la base fasse le travail tel qu'il a été prévu et sans contestation aucune. Les deux caractéristiques de l'être humain que sont l'intuition, apanage du concepteur, et la rationalité, propre à l'exécutant, deviennent mutuellement exclusives.

*L'individualisme.* Pour chacun des employés, faire son travail équivaut à exécuter un programme standard particulier. La coordination de l'ensemble des activités de l'organisation ne lui incombe pas, et il ne lui est pas demandé de comprendre la finalité du tout. Ainsi en est-il des pièces de la machine, conçues chacune pour une tâche précise et particulière.

La rationalité s'impose d'elle-même comme unique moyen de maximiser deux variables de finalité, soit le profit unitaire et la quantité totale.

### Une nouvelle réalité

Le dernier tiers de notre siècle est la scène de profondes remises en question dans toutes les sphères de l'activité humaine.

Une véritable vague de fond secoue, en particulier, le monde des organisations, provoquant des changements nombreux, profonds et porteurs d'incertitude, boule-



versant habitudes et façons de faire, et imposant l'innovation.

L'on voit émerger de nouvelles formes d'organisation du travail fondées sur les prémisses suivantes:

*La personnalisation.* Chaque client est unique, et il devient primordial de faire le maximum pour répondre à ses besoins, ce qui suppose que le producteur adapte désormais ses produits à son client et non plus l'inverse. Le sens même du terme évolue : est client celui qui est en relation d'échange avec l'organisation, qu'il soit utilisateur, fournisseur, bailleur de fonds, employé, gestionnaire ou autre. La mission de l'entreprise s'en trouve donc élargie et déborde le seul rôle économique.

*L'intégration créativité-productivité.* Pour satisfaire aux exigences multiples et changeantes des clients, chacun des membres de l'entreprise doit être partie prenante autant dans la conception du travail que dans l'administration et l'exécution. Information et formation ne sont plus le seul fait du gestionnaire et doivent être diffusées à tous. De plus, il faut se doter de mécanismes de consultation qui permettront à tous les individus de s'exprimer.

*La communautarisation.* Le dessein organisationnel doit devenir un projet véritablement commun. Maillage et col-

lectivisme remplacent affrontement et individualisme.

Pour s'adapter, l'organisation doit dorénavant se préoccuper non seulement des caractéristiques intrinsèques et rationnelles de ses produits, mais également de l'effet que ceux-ci exercent sur le client; en d'autres termes, de leurs propriétés extrinsèques et intangibles. La signification du mot «produit» s'en trouve élargie : un produit n'est plus uniquement le bien ou le service que procure la firme, mais englobe tout ce qu'elle «produit», dont le respect et la confiance.

Ainsi s'impose la nécessité de fournir des biens et services de qualité intrinsèque élevée afin de minimiser les coûts liés à la non-qualité. Mais, pour satisfaire une clientèle de plus en plus sophistiquée et exigeante, il est impérieux de se préoccuper également de la qualité extrinsèque des produits. Enfin, tous les intervenants sans exception doivent viser l'excellence tant dans leurs activités professionnelles que dans leurs relations avec autrui. La qualité totale prend donc le pas sur la quantité totale.

### Les lendemains du langagier

En ce qui a trait plus particulièrement au domaine langagier, les réalités suivantes se font jour :

*La mondialisation des échanges.* Couplée aux développements technologiques, elle révèle des besoins accrus d'échanges d'information en quantité, diversité et complexité insoupçonnées jusqu'ici. Le spécialiste du domaine se doit d'acquérir de nouvelles connaissances non seulement techniques, mais également en matière de relations interpersonnelles. Il s'agit, en fait, du début d'une nouvelle ère, celle de la révolution informationnelle. Or, qui dit information dit communication (étymologiquement, «mise en commun»), ce qui suppose des échanges entre un grand nombre d'individus, souvent de cultures diverses, et leur impose une compréhension mutuelle.

*La personnalisation du service.* Chaque client cherche à satisfaire des besoins de plus en plus nombreux et complexes. Comme il s'agit de besoins seconds', auxquels correspondent les caractéristiques extrinsèques du produit, le langagier qui veut réussir devra développer sa capacité de comprendre et gérer les dimensions intangibles des relations sociales.

*La participation.* Le professionnel langagier sera appelé à être partie prenante à la définition des divers projets d'information et de communication, à influencer sur leur sens global et non plus à seulement interpréter ce que d'autres ont conçu.

S'il est vrai que l'avenir s'annonce exigeant pour le langagier, il n'en demeure

pas moins qu'il lui permettra d'acquérir beaucoup de pouvoir. Le langagier deviendra un acteur majeur dans la révolution par l'information, dans la mesure où il saura passer d'une approche de *quantité totale* à une mentalité de *qualité totale*. •

Marc Cardinal

1. Tout individu **cherche** en permanence à satisfaire deux catégories de besoins: d'une part, les **besoins premiers**, concrets, qui sont **reliés** à l'utilitaire et à l'économique et, d'autre part, les **besoins seconds**, abstraits, qui eux découlent de sa propre perception des personnes, des choses et des événements.

Marc Cardinal, Adm. A. CMC, enseigne le **nouveau management** à l'École des Hautes Études commerciales et à l'ENAP. Il intervient régulièrement auprès d'entreprises et d'organismes pour y mobiliser les personnes par le renforcement de l'esprit de groupe et la formation.

## Échos formation

Sessions intensives de perfectionnement en traduction offertes par la Formation professionnelle continue de la Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal en association avec la Corporation professionnelle des traducteurs et interprètes agréés du Québec.

Traduction juridique: 17 et 24 avril, 1<sup>er</sup> mai

Traduction comptable et financière: 15, 22 et 29 mai

Traduction médico-pharmaceutique: 5, 12 et 19 juin

S'adresser au (514) 343-6990.



*Trouve-t-on autre chose que des joueurs de baseball et des gens d'affaires à Toronto? Et les hauts cris que poussent ces derniers face à la récession qui frappe leur ville trouvent-ils écho chez les traducteurs?*

**C**OMBIEN trouve-t-on de traducteurs à Toronto? Où travaillent-ils? Tirer le portrait d'un si vaste groupe est une entreprise fort risquée, et le cliché sera flou. Par exemple, les Pages Jaunes de l'annuaire téléphonique de la ville, première piste logique pour arriver aux traducteurs du secteur privé, n'indiquent qu'une vingtaine de fournisseurs, qui offrent des services dans diverses combinaisons de langues, voire, dans un cas ou deux, dans 65 paires et plus! Curieusement, les cabinets les plus réputés n'y figurent pas.

Selon le secrétariat de l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario (ATIO), près de la moitié des quelque 900 membres de l'Association travaillent à Toronto ou dans les environs. Leurs employeurs sont principalement le gouvernement de l'Ontario, les compagnies d'assurance et les banques, nombreuses à avoir établi leur siège social dans la capitale financière du pays. Viennent ensuite les compagnies de produits pharmaceutiques et les grandes chaînes de magasins.

On dirait là une photographie sur laquelle bien des têtes auraient été coupées. Par exemple, bien que l'ATIO ne compte

qu'un seul membre agréé œuvrant en japonais, au moins trois bureaux de Toronto offrent des services dans cette langue. Les traducteurs multilingues, par ailleurs, font probablement face à un accroissement de la demande. En effet, la population francophone de la ville, venue du nord et de l'est de l'Ontario, du Québec, de l'Europe et de l'Afrique, n'occupe que le septième rang quant à son nombre. Toronto est organisée en quartiers ethniques où prédominent entre autres le mandarin, l'italien, le grec, le polonais, l'urdu et le punjabi. En plus du français et de l'anglais, c'est aussi dans ces langues que le gouvernement de l'Ontario et la Communauté urbaine de Toronto communiquent à l'occasion avec leurs contribuables. La traduction en langues autochtones vous a-t-elle traversé l'esprit? C'est bien loin de Toronto, dans le nord de la province, que vous trouverez les rares traducteurs de l'Ontario connaissant le cri et l'ojibway.

### La capitale des «multilingues»

Notre album de photos serait incomplet sans un cliché des interprètes. Toronto compte déjà de nombreux interprètes qui travaillent au parlement et au

tribunal. Le gouvernement de l'Ontario s'est engagé, par une loi, à assurer des services en français dans les vingt-deux régions administratives de la province où est concentrée la population francophone. Par ailleurs, la ville de Toronto compterait à elle seule plus d'un millier d'interprètes judiciaires et communautaires exerçant dans plus de cinquante langues'. Si Ottawa et Montréal sont les lieux où se concentre la traduction en anglais et en français, Toronto est sans conteste la capitale des multilingues.

### Récession et libre-échange

Peut-on parler de Toronto sans qu'il soit question d'argent et d'affaires? Tous les journaux s'accordent pour dire qu'il s'agit de la ville la plus durement touchée par la récession actuelle. Dans une ville où le taux de chômage n'a jamais été très élevé, la moindre perte d'emploi fait mal. Qu'en est-il alors des traducteurs? Bien malin celui qui fera avouer à un directeur de cabinet ou à un indépendant la baisse de son chiffre d'affaires. Mais même lors de conversations privées, la tendance indique que la récession touche moins durement la traduction que les autres secteurs d'activité. Il y a certes une diminution, mais beaucoup moins douloureuse ici qu'ailleurs. Si le nombre de postes de traducteurs diminue, c'est la plupart du temps par départs volontaires et non par coupures de postes.

Le libre-échange avec les Américains n'a, quant à lui, pas eu beaucoup d'impact sur la clientèle des traducteurs. Ceux qui traitaient avec les filiales canadiennes de sociétés américaines reçoivent parfois du travail directement du siège social états-unien, et ceux qui brassent des affaires avec les voisins du sud le faisaient déjà avant la signature de l'entente. L'Accord

de libre-échange nord-américain avec les États-Unis et le Mexique intéressera-t-il les traducteurs de Toronto? Il semble qu'ici la troisième langue la plus utilisée parmi les traducteurs (agréés, du moins) soit moins l'espagnol que l'allemand. Est-ce donc dire que c'est plutôt en Europe que le traducteur torontois cherchera à faire tomber les barrières?

#### Et la formation?

Les traducteurs vivant à Toronto viennent souvent du Québec et d'Europe,

mais ils sont de plus en plus nombreux à avoir été formés à Toronto même. L'université York offre des programmes de premier cycle et de deuxième cycle en traduction. Les cours sont dispensés au Collège universitaire Glendon, campus bilingue de l'université, situé en plein cœur de la ville. L'université de Toronto, quant à elle, n'a pas de programme de traduction, mais affiche quelques cours à son catalogue. Enfin, le Ryerson Polytechnical Institute ne met absolument rien à la disposition de l'apprenti traducteur toron-

cois. Bref, ce n'est qu'à Glendon que l'étudiant ou l'étudiante de la Ville-Reine trouvera son compte. Le programme de maîtrise s'adresse non seulement aux personnes intéressées à faire avancer la réflexion sur la traduction, mais aussi aux professionnels en poste qui souhaiteraient se perfectionner. •

Élaine Potvin

1. D'après une lettre de novembre 1992 adressée par l'ATIO à ses membres.

Élaine Potvin est traductrice au ministère du Logement du gouvernement de l'Ontario à Toronto.

## Échappées sur le futur

- 30 avril-1<sup>er</sup> mai 1993, *Ottawa (Ontario, Canada)* - Congrès conjoint de l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario (AnO) et de l'Association canadienne des écoles de traduction (ACET). Thème: La formation langagière. Renseignements: ATIO, 1, rue Nicholas, bureau 1402, Ottawa (Ontario) K1N 7B7, Canada. Téléphone: (613) 233-6395; télécopie: (613) 233-7473.
- 3-7 mai 1993, *Chicoutimi (Québec, Canada)* - Colloque organisé par l'Office de la langue française du Québec, l'Association des spécialistes de la langue du Saguenay-Lac-Saint-Jean et le Secrétariat à la politique linguistique. Lieu: Université du Québec à Chicoutimi. Thème: La problématique de l'aménagement linguistique - Enjeux théoriques et pratiques. Conférence, tables rondes, ateliers et communications scientifiques libres. Renseignements et inscription: Université du Québec à Chicoutimi, Aménagement linguistique, Département des arts et lettres, 555, boul. de l'Université, Chicoutimi (Québec) H7H 2B1. Téléphone: (418) 545-5254 ou 547-6600; télécopie: 545-5012.
- 6 mai 1993, *Montréal (Québec, Canada)* - Colloque portant sur les outils informatiques d'aide à la francisation organisé par le Comité d'action pour le français dans l'informatique (CAFI). Renseignements: Secrétariat du CAFI, 1110, rue Sherbrooke Ouest, bureau 2304, Montréal (Québec) H3A 1G8, Canada. Téléphone: (514) 844-2691; télécopie: (514) 982-0025.
- 1<sup>er</sup>-3 juin 1993, *Ottawa (Ontario, Canada)* - Congrès de l'Association canadienne de traduction dans le cadre des Sociétés savantes, à l'Université Carleton. Thème: Traduction des genres et des discours. Renseignements: Geneviève Mareschal, École de traduction et d'interprétation, Université d'Ottawa, 56, rue Université, Ottawa (Ontario) K1N 6N5, Canada. Téléphone: (613) 564-2346; télécopie: (613) 564-2959.
- 6-13 août 1993, *Brighton (Grande-Bretagne)* - 13<sup>e</sup> Congrès mondial de la Fédération internationale des traducteurs (FIT). Thème: La traduction au cœur de la communication

ou Translation-the vitallink. Renseignements: Institute of Translation and Interpreting, 377 Gity Road, London, England EC1V 1NA. Téléphone: 44 (71) 713 7600; télécopie: 44 (71) 713 7650.

- 8-14 août 1993, *Amsterdam (Pays-Bas)* - 10<sup>th</sup> World Congress of the International Association of Applied Linguistics (AILA). Theme: Language in a Multicultural Society. Information: AILA '93, University Conference Service, Vrije Universiteit, De Boelelaan 1105, ro81 HV Amsterdam, Netherlands. Phone: \*31-(0)20-5484656; fax: \*31-(0)20-6462425; E-mail: bitnetAIIA@LET.VU.NL.

- 25-27 août 1993, *Cologne (Allemagne)* - Third International Congress on Terminology and Knowledge Engineering, TKE'93, organized by the Association for Terminology and Knowledge Transfer (GTW) and the International Information Centre for Terminology (Infoterm). Call for papers. Working language: English. Information: TKE'93, Prof. Dr. Klaus-Dirk Schmitz, Fachhochschule Köln, Fachbereich Sprachen, Mainzer Strasse 5, D-5000 Köln, FRG.

- 30 septembre-2 octobre 1993, *Montréal (Québec, Canada)* - Congrès de la Corporation professionnelle des traducteurs et interprètes agréés du Québec, suivi de l'assemblée annuelle. Renseignements: CPTIAQ, 1140, boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 1060, Montréal (Québec) H3A 1M8, Canada. Téléphone: (514) 845-4411; télécopie: (514) 845-9903.

- 30 septembre-2 octobre 1993, *Montréal (Québec, Canada)* - Trois journées scientifiques du Réseau lexicologie, terminologie, traduction de l'Université des réseaux d'expression française (UREF). Thème: La traduction assistée par ordinateur; la traduction automatique; recherches de pointe; évaluations; applications immédiates. André Clas, coordonnateur LIT, GRESLET, Département de linguistique et de traduction, Université de Montréal, c.P. 6128, Succ. A, Montréal (Québec) H3C 3J7, Canada. Téléphone: (514) 343-7047; télécopie: (514) 343-2284; courrier électronique: clasand@ete.umontreal.ca.

- 5-6 octobre 1993, *Philadelphie (Pennsylvanie, É.-u.)* - Symposium on Standardizing and Harmonizing Terminology for Technical Translation, Information Retrieval, and Technical Communication: Theory and Practice sponsored by the ASTM (American Society for Testing and Materials) Committee on Terminology. To be held in conjunction with the October 7-8, 1993 standards development meetings of the Committee on Terminology and the American Translators Association 1993 Conference. Information: Symposium Chairman Richard A. Strehlow, Termco, P.O. Box 52327, Knoxville, TN 37950-2327. Telephone: (615) 690-3624.

- 6-10 octobre 1993, *Philadelphie (Pennsylvanie, É.-u.)* - Annual Conference of the American Translators Association (ATA).

- 31 octobre-6 novembre 1993, *Alexandrie (Égypte)* - xv<sup>e</sup> Biennale de la langue française. Thème: Les mots, se subdivisant en "Les mots pour travailler, (terminologie), «Les mots pour se comprendre» (dictionnaires), "Les mots pour rire». Renseignements: Biennale de la langue française, 113, rue Galliéni, 78670 Villennes-sur-Seine, France. Téléphone: 33.1 39 75 81 81; télécopie: 33.1 39 75 90 25.

- Mai 1994, *Banff (Alberta, Canada)* - 3<sup>e</sup> Congrès du Conseil des traducteurs et interprètes du Canada. Thème: Le traducteur à l'heure de la mondialisation/The Translator in the Global Village. Renseignements: CTIC, 1, rue Nicholas, bureau 1402, Ottawa (Ontario) K1N 7B7, Canada. Téléphone: (613) 562-0379; télécopie: (613) 233-7473. Renseignements: Est du Canada, Julien Marquis (416) 327-2715; Ouest et Nord du Canada, Katherine Aerts (403) 294-2<sup>e</sup>45, Nicole Giguère (403) 228-4941.

- 4-9 août 1996, *Jyväskylä (Finlande)* - nth World Congress of the International Association of Applied Linguistics (AILA). Inquiries: Prof. Kari Sajavaara, Department of English, University of Jyväskylä, SF-40100, Jyväskylä, Finland.

# Vers une réforme du système professionnel québécois

EN DÉCEMBRE dernier, le Ministre du Revenu et responsable de l'application des lois professionnelles déposait à l'Assemblée nationale un avant-projet de loi qui modifierait le *Code des professions* et l'ensemble des lois professionnelles. Cet avant-projet conférerait notamment des pouvoirs supplémentaires à l'Office des professions du Québec, particulièrement en ce qui concerne le système disciplinaire et la réglementation. Le Ministre déposait en même temps un projet de loi qui ferait en sorte que les professionnels financent l'Office des professions du Québec.

La CPTIAQ a déposé un mémoire à la Commission parlementaire chargée d'étudier l'Avant-projet afin de faire connaître sa position sur les modifications éventuelles.

## L'Avant-projet: quelques dispositions inacceptables

L'Avant-projet confère à l'Office des professions du Québec des pouvoirs supplémentaires en matière de réglementation, d'enquête et de mise sous tutelle.

Nous nous opposons à ce rôle élargi de l'Office: un organisme de ce genre ne peut à la fois réglementer et surveiller. Le gouvernement doit conserver son rôle de législateur en matière professionnelle, et l'Office doit demeurer un organisme de surveillance - *des pouvoirs exagérés*.

De plus, l'Avant-projet tente d'uniformiser les pratiques des corporations professionnelles du Québec. Par exemple, les corporations d'exercice exclusif et les corporations à titre réservé sont soumises aux

mêmes exigences, sans toutefois détenir les mêmes privilèges - *une iniquité*.

Par ailleurs, nous nous opposons au fait que le syndic doive faire rectifier par un comité d'examen des plaintes toutes ses décisions de ne pas donner suite à une demande d'enquête. Nous n'approuvons pas non plus le fait que le comité d'inspection soit obligé d'informer le syndic lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire qu'un professionnel a commis une infraction au *Code des professions*. À notre avis, l'inspection doit revêtir un aspect préventif et éducatif, dont l'efficacité repose sur l'existence d'un climat de confiance entre l'inspecteur et l'inspecté - *un alourdissement du système*.

## Les bons côtés

Sur une note plus positive, nous sommes d'accord qu'il faille rendre le système plus transparent, plus souple, plus accessible et moins coûteux. Nous approuvons également l'assouplissement des rapports entre l'Office des professions du Québec et les corporations. Tout comme le gouvernement, nous visons à offrir au public des services professionnels de la plus grande qualité qui soit - *une nécessité*.

D'autres dispositions de l'Avant-projet sont aussi les bienvenues. Par exemple, les Québécois et francophones travaillant dans la Région de la capitale nationale auront le droit de devenir membres de la CPTIAQ et de participer pleinement à la vie de notre corporation. Qui plus est, nous pourrions assurer la présence permanente au Bureau d'administrateurs représentatifs de chacune de nos trois sections

professionnelles, soit la traduction, l'interprétation et la terminologie - *une bonne initiative*.

À titre de langagiers, nous avons aussi proposé quelques modifications de forme que nous estimons propres à améliorer la tenue linguistique et la clarté des articles du *Code des professions* qui résulteraient de l'adoption de l'Avant-projet - *une déformation professionnelle*.

## Le financement de l'Office des professions

Comme le projet de loi sur le financement de l'Office des professions aurait des conséquences pour tous les professionnels du Québec, nous avons voulu nous faire entendre auprès du Ministre et lui avons adressé un mémoire.

Selon le Ministre, les membres des corporations professionnelles devraient payer eux-mêmes la totalité des coûts du système professionnel, et donc le coût de l'Office des professions du Québec. Nous jugeons inacceptable que les professionnels financent le fonctionnement de l'Office. Nous comprenons que le gouvernement désire réduire ses dépenses, mais la solution n'est pas de transférer aux professionnels le fardeau du système de contrôle.

Nous osons espérer que le Ministre consultera les corporations et qu'il mènera à terme ses modifications du *Code des professions* avant de décider de la façon dont il financera le système professionnel du Québec. •

**Diane Blais-Ialenti,**  
présidente de la CPTIAQ

## Des revues

*Chronique dirigée par Stéphane Loysel avec la collaboration de Zélie Guével*

La traductique est à nouveau à l'honneur, cette fois dans **Meta**, qui y consacre un numéro complet (37,4). Parmi les nombreux textes présentés, qui visent à rendre compte des travaux des diverses équipes ainsi que des diverses théories mises en application, signalons les contributions canadiennes: «La bi-textualité: vers une nouvelle génération d'aides à la traduction et à la terminologie» (Pierre Isabelle), «La rétraduction automatique, outil de productivité et d'évolution professionnelle» (Claude Bédard) et «La technologie langagière au Secrétariat d'État du

Canada: une réalité quotidienne» (Klaire Tremblay).

O

Un dictionnaire québécois, pourquoi et comment? Dans **Terminogramme** (66, automne 1992), un article de Pierre Martel, «L'aménagement de la langue au Québec: d'abord une question de norme», permet de mieux comprendre les enjeux actuels de la lexicographie québécoise. Cet article, illustré par de nombreux exemples, montre l'irréalisme des puristes «qui ne conçoivent qu'une langue française [et] pourfendent tout écart, quel

qu'il soit, par rapport à la langue de Paris" et explique l'approche aménagiste préconisée par l'auteur. «[Les aménageurs], explique-t-il, croient que le français est une langue universelle et que tous les francophones doivent en respecter le même code. Cependant, le français étant une langue vivante, qui évolue non seulement dans le temps mais aussi dans l'espace, il est nécessaire que le discours reflète les *realia* différentes de toute la francophonie. Le Québec formant une société distincte de la communauté française, il est normal et légitime que les

jugements que portent nécessairement les Québécois sur leur langue soient respectés et que ces derniers établissent leur propre norme nationale.» Contrairement aux lexicographes descriptivistes, qui ont opté pour la neutralité scientifique, les aménageurs estiment que «tout n'est pas bon dans le français québécois et qu'il faudra [y] faire le ménage». L'auteur conclut sur la nécessité de «rédiger nos propres dictionnaires au Québec». La réalisation du plan d'aménagement de la langue au Québec devrait être le fruit d'une concertation entre les spécialistes et les linguistes de l'Office de la langue française, comme cela a été proposé dans un rapport du Conseil de la langue française (*L'aménagement de la langue: pour une description du français québécois*). Au sommaire de ce numéro, relevons deux autres articles: «La place des banques de terminologie dans les technologies de l'information et les industries de la langues» et «Les industries de la langue: mythe ou réalité». Le numéro précédent (63) comportait deux textes sur les relations avec le monde de l'enseignement, soit les besoins terminologiques ressentis dans la formation professionnelle et le rôle de la maîtrise de la langue dans la formation fondamentale, avec en complément: «Jurilinguistique et terminologie en discours». Signalons encore, dans ces numéros, un encadré sur les travaux terminologiques au Brésil ainsi que les avis de normalisation et de recommandation touchant les domaines suivants: droit, santé, sécurité du revenu, styles d'habitation.

D

Voici un aperçu des articles de **Babel** (38, 1 à 3): «*Arabie Discourse: Overcoming Stylistic Difficulties in Translation*»; «*Lu Xun's Ideas on "Hard Translation": A Historically Justified Case of Literalism*»; «*Linguistic Theory and Simultaneous Interpretation: Semantic and Pragmatic Considerations*»; «*Constraints on Non-Sexist Translation*»; «*Translating Poems: A Precarious Balance*». Notons aussi, à la rubrique Forum: «*Los estudios de traducción, la profesión de traductor y el mundo profesional en España*» (38,3) et «*La traducción en los medios de prensa*» (38,1).

D

La revue jusqu'ici intitulée *Nouvelles de la FIT* porte le nouveau nom de **Translatio**. Le numéro II,1-2 contient notamment des articles sur les professions langagières à Cuba «*Perspectivas de la traducción en Cuba*» et «*La terminología en Cuba. Actualidad, problemas y algunas soluciones*».

D

Parmi les nombreux sujets traités dans **Language International** (4,5), relevons

une entrevue avec un responsable de la section d'interprétation à l'ONU, des comptes rendus de la situation de la traduction en Afrique du Sud et en Slovaquie, ainsi que l'annonce de la création de la *European Society for Translation Studies*, présidée par Mary-Snell Hornby (Autriche).

D

**Traduire** (154) nous livre une entrevue avec la présidente de l'association des traducteurs polonais. On y apprend que cette association compte 2 200 membres dont 500 à 600 traducteurs scientifiques ou techniques.

D

**Interface** (5,2) de la *Vlaamse Economische Hogeschool* de Bruxelles, rend compte notamment de l'enseignement de la traduction à l'université d'Amsterdam.

D

Au sommaire de **La banque des mots** (43 et 44): «La terminologie, force de frappe du Conseil international de la langue française» (évocation de vingt ans d'activités); «Psycho-didactique des concepts scientifiques»; «Étude de quatre terminologies» (robotique, chimie, pharmacologie, et architecture et construction); «Quelques remarques sur la terminologie espagnole dans le domaine des nouvelles technologies de la communication»; l'analyse du nouveau modèle lexical pin's (ou l'épinglette française); divers vocabulaires (programmation neurolinguistique, tectonique, sismologie et cuisine) et, encore une fois, l'orthographe («Réforme de l'orthographe, rectifications, orthographes nouvelles - Documents et chronologie»).

D

À signaler parmi les nombreux articles de **Terminologie et traduction** (1991,3): «Faut-il dire "grec" ou "hellénique"? ou la problématique générale des appellations de pays dans les langues étrangères». Une annexe fournit les dénominations géographiques et protocolaires concernant la Communauté européenne et les États membres, accompagnées des adjectifs qualificatifs correspondants; une autre contient les mêmes indications pour l'ensemble des États indépendants dans le monde.

D

Les derniers numéros de **L'Actualité terminologique** (25, 2 à 4) ont respectivement pour thèmes: la dynamique des langues au Canada (politique des langues officielles, historique du Bureau de la traduction, situation de la traduction au Québec, au Nouveau-Brunswick et au Manitoba, les neuf associations professionnelles membres du CTIC, les langues



autochtones); les nouvelles réalités à la Direction de la terminologie et des services linguistiques; le multilinguisme (dynamique de travail à la Commission des Communautés européennes, traduction multilingue au Secrétariat d'État, composante multilingue de Termium, le multilinguisme en Suisse et en Amérique latine).

D

Le **Bulletin du Conseil de la langue française** (9,3) nous propose: «Connaître la situation des langues autochtones: une préoccupation du CLF». Ce numéro rend brièvement compte d'un récent ouvrage publié par le Conseil, *Les langues autochtones du Québec*. Il s'agit de l'inuktitut, du mohawk, de l'abénaki, du micmac, de l'algonquin, de l'attikamek, du montagnais, du naskapi et du cri, soit neuf langues appartenant aux familles algonquienne, iroquoienne et esquimau-aléoute; la plus parlée est le cri, qui compte près de 11 000 locuteurs.

D

Au sommaire de **Présence francophone** (40), numéro entièrement consacré à l'aménagement linguistique: «Pour un aménagement de la langue en Acadie», «Comment peut-on écrire en créole?», «La place du français dans l'Europe de 1992», «Langue berbère et influence française», «Le français, langue d'Afrique» et «L'aménagement linguistique à l'île-Maurice».

D

La **Revue de l'ACLA** (14,2) reproduit les actes d'un récent colloque de l'Association canadienne de linguistique appliquée qui avait pour thème: «La langue comme phénomène social». Signalons les communications suivantes: «L'influence comparée de l'anglais sur le français dans différentes aires géographiques francophones» (Belgique, Québec, France et Suisse); «Le rôle du poste comme facteur de changement des habitudes terminologiques d'une entreprise privée montréalaise», «L'emploi de l'article défini entre la préposition *de* et le nom d'une province ou

d'un État». Dans le numéro précédent (14,1), relevons: «Les erreurs linguistiques rencontrées dans les écrits des étudiants universitaires : analyse et conséquences»; «Des processus de traduction concomitants : compréhension et recherche d'équivalents» et «Essai de traductologie appliquée : la retraduction du roman *Le hameau* de Faulkner selon le principe de la «traduction transparente».

o

La francisation en marche (n,1) traite des quinze ans d'application de la Charte de la langue française et recense les produits et services linguistiques de l'OLF. Le numéro n,2 porte sur la francisation de l'informatique; notons la parution de plusieurs ouvrages de l'OLF, dont trois sont reliés au domaine de l'informatique, ainsi que la normalisation, par l'ACNOR, du clavier canadien pour les deux langues officielles.

o

Les derniers numéros de l'International Journal of the Society of Language (96 à 98) portaient sur les thèmes suivants : *Attitudes and Accommodation in Multilingual Societies* (les articles traitent de la situation linguistique à Taïwan, en Algérie, en Hongrie et en Thaïlande); *News from China: Minority Languages in Perspective* et *Sociolinguistics in Mexico* (le dossier comprend un article de synthèse sur les langues indigènes actuellement parlées au Mexique).

o

L'information littéraire (44,4), revue de la Société d'édition des Belles-Lettres (Paris), nous propose: «Sur la traduction poétique — Valéry, traducteur de Virgile et lecteur de Mallarmé» et «Douze ans de travaux français sur la littérature générale et comparée (1981-1992) : esquisse d'un bilan».

o

Langages et sociétés (61) contient une étude sur l'accord du participe passé en français parlé.

o

Quelle est l'origine des appellations chaselas, gamay, muscat et bien d'autres? Pour en savoir plus, on se reportera à l'article «Pour une étude historique et étymologique des noms de cépages en France», dans les Cahiers de lexicologie (1992,1). À lire aussi: «La connaissance des proverbes français par leurs locuteurs natifs et leur sélection didactique» et «Le Dictionnaire du Français Plus à l'usage des francophones d'Amérique», article qui prend compte de la méthodologie suivie par les auteurs, et expose les limites des dictionnaires français et québécois qui



étaient disponibles sur le marché au moment de la réalisation du projet.

o

Le linguiste/De Taalkundige (37,3-4) nous livre une liste de mots et d'expressions sur le traitement de texte. Parmi les autres sujets traités : «English Translation of African Literature in French: the Nigerian Perspective» et «Check-list for the Assessment of Technical Dictionaries». Dans le numéro 38,1, relevons aussi «Réflexions sur le vocabulaire des systèmes de gestion de bases de données».

o

Au bout de la langue (novembre 1992), bulletin terminologique de la Banque Royale du Canada, présente la première partie d'un lexique établi à partir des normes de la Banque des règlements internationaux.

o

Les derniers numéros de Lexicom (48-51), bulletin terminologique de la Société des comptables en management, ont pour thème la gestion stratégique des coûts.

o Dans son premier numéro, Le mot juste, nouvelle publication de l'Inspecteur général des institutions financières du Québec (Direction des communications), traite de l'emploi des majuscules et des minuscules ainsi que du protocole téléphonique.

o

Langue française (95) nous livre un dossier sur «L'orthographe: perspectives linguistiques et psychologiques». L'essentiel de ce numéro est consacré à l'activité cognitive des sujets et aux interactions de ceux-ci avec la structure de l'écrit; le dossier s'organise autour de trois grands domaines : le fonctionnement de l'orthographe, son acquisition et son traitement. Le numéro 96 a pour thème «La productivité lexicale».

o

D'après les auteurs du dossier «Le livre en question», paru dans Médiaspouvoirs (27), les traductions publiées dans les cinq principaux pays d'Europe en 1990 sont au nombre de 35 000, et cette production aurait occupé près de 5 000 traducteurs. En Suède, la traduction atteint jusqu'à 60 % de la production éditoriale (Royaume-Uni: 3,3 %). On traduit du Nord vers le Sud, soit de l'anglais et de l'allemand en français, et du français vers les langues latines, mais rarement en sens contraire. •

Zélie Guével

Université du Québec à Trois-Rivières

## Curiosités

Chronique dirigée par Solange Lapierre

### À quoi servent les dictionnaires de langue étrangère? À rêver un peuple.

*Une incursion dans un monde à la fois si près et si éloigné du nôtre.*

VAILLANCOURT, Louis-Philippe, Q.M.I., *Dictionnaire français-cris, dialecte québécois*, Louis-Philippe Vaillancourt, Q.M.I., Presses de l'Université du Québec, La Fondation de l'Université du Québec à Chicoutim, 465 p., 1992.

IL EXISTE une maladie des dictionnaires, celle qui consiste à s'emparer du premier dictionnaire inconnu et d'y tourner les pages dans le fol espoir de comprendre qui sont ceux qui parlent cette langue inconnue. En quoi, surtout, ils diffèrent de nous et en quoi ils nous ressemblent.

Première surprise : la première page, blanche d'habitude, porte l'indication *Wachiya*, comme une dédicace. C'est l'auteur qui salue les lecteurs, m'a-t-il expliqué. L'expression vient des matelots anglais de la compagnie de la Baie d'Hudson qui se saluaient en se serrant la main et en disant... quelque chose que les Cris ont assimilé en *Wachiya*, c'est-à-dire «bonjour». Depuis lors, les Cris se saluent, eux aussi, en se serrant la main. Seconde surprise : en cherchant au joli

mot «amou[...], (à quoi ce mot si attirant - et universel, espère-t-on - peut-il ressembler dans une langue si autre que la nôtre?) que trouve-t-qn? Trois mots: le premier (*sachihiwawin*) signifie amour que l'on porte à quelqu'un, le second (*sachihikosiwin*) exprime le sentiment que quelqu'un vous porte et le troisième (*sachihitowin*) traduit un sentiment réciproque. Merveille de réalisme! Et voilà comment on s'imagine connaître un peuple qui vous est étranger par l'intermédiaire de sa langue, lue dans un dictionnaire... Si vous êtes un peu curieux, vous voulez maintenant comprendre de quoi sont faits ces mots. *Sachihi* pourrait traduire le sentiment (ce qui se confirme en cherchant le verbe «aimer») et le suffixe la direction du sentiment. Comme ce dictionnaire part du français, il faut vraiment faire preuve d'imagination pour faire des recoupements. À force de feuilleter, j'arrive au mot «réciproque», où on lit: «se rend en mettant le verbe à la forme réciproque. Ex. : Ils s'aiment réciproquement : *sachihitoch*». Intuition confirmée : la première partie du mot a trait au sentiment et la seconde aux conditions de sa réalisation. Mais comme le cri n'use pas de mots abstraits, les trois termes pour amour signifient en fait: il aime quelqu'un, il est aimé, ils s'aiment.

Pour passer à des sujets plus prosaïques, regardons la représentation de notre monde en langue crie. Comment se disent auto, autoroute, motoneige, et tous les téléphone, télécommande, etc.? Auto se dit *otabansh* tandis que l'autobus demande une périphrase de trois mots comportant le terme *otabansh*; et une périphrase de sept mots pour autobus local. Motocyclette? Devinez. *Ronda!* ou encore une expression à deux termes comprenant le mot *bicycle!* Instructif. Oubli sans doute, je n'ai pas trouvé le terme motoneige (ni *skidoo*) mais, dans un exemple d'emploi de l'expression «pièces de rechange», on constate que le terme a été calqué directement et se dit *skidoo*. Pourtant, au terme français «autoneige», on trouve *popoun-otabansh*, donc une expression formée à partir de voiture. Et tous les télé-quelque chose? Télévision se traduit par une périphrase de cinq mots! De même pour télécommande. Quant au téléphone, on le traduit par une expression (parler à distance) ou par *phone* qui se dit plutôt *Jono*. Il ne manque que le fax!

Et maintenant, les humains: Cris, Inuit, autochtone, Canadien, Québécois, etc. Cri : *iyiyou* (même terme pour Amérindien et pour humain); Inuit: *ischimaw*

(se terme se retrouve ailleurs dans le dictionnaire... pour traduire «il mange de la viande crue»); autochtone : *iyiyouch kiya ischimawch* (donc, les Cris et les Inuit); Canadien: *Canada ka otaschisch* (ceux qui viennent de la terre appelée Canada); Canadien-anglais: *wamistikoshiou* (qui désigne aussi le Blanc et l'Anglais; l'expression signifie le Blanc qui est venu par les bois, autrement dit par voie de terre, par le sud); Canadien-français : *opistik-weyaw* (terme que l'on retrouve dans l'expression désignant la France); Québé-



cois: *kobek aschihch ohchiou* (celui qui vient de la terre Québec). L'histoire explique parfois l'étymologie.

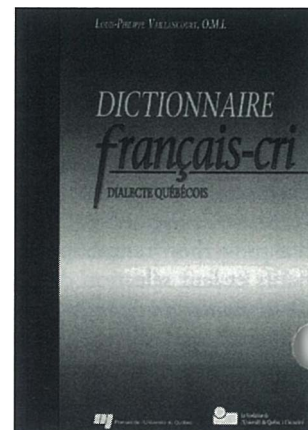
Quelques remarques amusantes. On sait que la représentation du cri des animaux varie selon la langue. Question d'ouïe différentielle, sans doute. Comment entend-on le cri du canard? Coincidence en français, et probablement *shipship* en cri puisque c'est le terme utilisé pour le canard (vous souvenez-vous de Monoloy, la chanson de Gilles Vigneault : «ship-ship, dit le canard...»). Quant à l'original, il se traduit en *mous...* (surprenant, n'est-ce pas?). Le castor (*amisk*) a droit à cinq termes selon son âge, le renard (*mischasou*) à quatre, selon son type, mais le caribou (*atihk*), le lièvre (*waboush*), le lemming (*nasibatinchasou-apokishish*, souris vivant au bord de l'eau) n'ont droit qu'à un seul terme. Pour les poissons, je n'ai pas vu la ouananiche mais le poisson blanc, qui se dit *atihkamek*, comme un groupe d'autochtones vivant autour du 47° parallèle, près du réservoir Gouin. Chocolat a passé presque directement en *chokolit*, sans marque de commerce particulière, tandis que caramel est resté tel quel, mais il existe un terme pour bonbon: *sioutis*. Et si le ketchup (lui-même d'origine indienne, de Malaisie) est

demeuré tel quel en cri, *kleenex* se traduit fort justement en «tissu pour se moucher».

On sera sûrement surpris de lire dans ce dictionnaire des termes comme lèpre ou linguistique : voilà bien la preuve que les mondes nord et sud sont à présent plus proches qu'on ne le croirait à première vue. À cet égard, il aurait été fort agréable d'avoir davantage d'explications sur la formation des termes venus du sud, comme l'auteur le fait parfois. Par exemple, le mois de janvier se traduit en cri par «mois de la fin», avec l'explication suivante: «au début, les Anglais fêtaient la fin de l'année plutôt que le début. Peu à peu, on a étendu au mois de janvier cette idée». Mais on ne sait pas se qui se cache dans l'expression désignant la tortue: *ka akounchiwasit mintoush*. Il faudra pour cela consulter les deux cours de cri que l'auteur a déjà publiés en 1978, ou un éventuel dictionnaire cri-français. Mais occupé qu'il est à traduire des textes en cri, puis à terminer sa thèse de maîtrise à l'Université d'Ottawa sur la langue et la culture crie, il ne promet rien.

Ceci ne se veut surtout pas une analyse, ni de la langue, ni de la culture crie, mais un très bref survol d'un dictionnaire d'une langue étrangère parlée à nos portes, juste un peu au nord. Les quelques pages d'introduction seront à cet égard fort utiles puisque l'auteur - un père Oblat qui a vécu 35 ans dans le Nord, notamment à Eastmain - a pris soin d'expliquer sa démarche et de présenter la langue crie: alphabet, orthographe, accent tonique, verbes, pluriel, problèmes d'abstraction, variantes entre les parlers de l'est, de l'ouest, etc. Les 16 000 mots que présente l'ouvrage donnent en tout cas un bon aperçu de la langue crie, belle et logique, estime l'auteur, qui espère que son dictionnaire aidera les Blancs qui vivent en haut et facilitera le dialogue. •

Solange Lapiere



# Des mots

Chronique dirigée par Nylda Aktouf

## Itinéraire d'une langue autochtone- de la poésie à la technologie

*Le berbère, une langue vieille de plusieurs millénaires, connaît une vigueur nouvelle grâce à la technique moderne.*

«C'est dans la langue de ma mère/O ma bien-aimée/Que je te dis ma flamme/Mais comment donc font ceux-là/qui ne savent pas le berbère ?/Mot d'amour, jamais ils ne disent.»

Ainsi chante un poète berbère, célébrant la pérennité de sa langue, le tamazight, langue autochtone et vernaculaire de l'Mrique du Nord. Pérennité? Comment une langue millénaire, confinée à l'oralité et reléguée à l'arrière-plan de l'histoire, parvient-elle non seulement à subsister mais à devenir un outil de communication scientifique et technique?

### De la Méditerranée au fleuve Niger

L'aire berbérophone qui, 3 000 ans avant J.-C., couvrait l'Égypte et le Sahara et s'étendait jusqu'au fleuve Niger, se réduit aujourd'hui aux zones de résistance éographiques, les régions montagneuses, notamment. C'est ainsi qu'on trouve aujourd'hui en Afrique du Nord environ trente millions de berbérophones, dont 50% au Maroc et 30% en Algérie. À cela s'ajoute un autre grand ensemble constitué par les populations touarègues, à cheval sur six pays: l'Algérie, le Niger, le Mali, le Burkina-Faso, le Nigéria et le Tchad. Le reste de la berbérophonie est constitué par des isolats disséminés en Tunisie, en Libye, en Égypte et en Mauritanie.

### Des Phéniciens aux Français

La Berbérie est marquée depuis le début par une espèce de fatalité historique : la domination étrangère. Depuis les Phéniciens, douze siècles avant J.-C., jusqu'aux Français, en passant par les Romains, les Vandales, les Byzantins, les Arabes et les Turcs, à aucun moment son histoire n'a été entièrement déterminée de l'intérieur même du pays. Pourtant, la langue berbère, elle, a résisté.

Est-ce dû au fait que, en Afrique du Nord, «même les pierres parlent le berbère»? Le tamazight a conservé toute sa solidité malgré les vents et les marées envahisseurs. Au fil des siècles, une ichotomie linguistique s'est installée. La langue du conquérant, faisant figure de langue officielle, s'est imposée à l'écrit tan-

dis que le berbère demeurait la langue du peuple, coupée des langues officielles allo-gènes qui se sont relayées. C'est ainsi que la langue de communication et de civilisation fut successivement le punique du temps des rois berbères Massinissa, Jugurtha et Makawsen; le latin à l'époque de saint Augustin, saint Cyprien, Tertullien, Apulée, Arnobe, Lactance, Fronton, tous berbères de naissance et dont les écrits ont marqué profondément la littérature latine; le grec et le latin avec le roi berbère Juba II et sous la domination byzantine; l'arabe, langue liturgique et sacralisée dans laquelle se sont exprimés Averroès, Ibn Khaldoun, Ibn Tofeyl et Moceira; enfin le français, langue officielle de 1830 jusqu'aux années 60, qui a été la langue d'expression de toute une génération d'écrivains et de scientifiques berbères.

### De l'oral à l'écrit

L'essentiel de la littérature berbère s'est exprimé par le verbe, par les «dits» du parler familial, dans la poésie et dans les contes,

Pourtant, il existe une écriture berbère, le tiffinagh, qui remonte à la plus haute antiquité et dont on trouve des traces dans toute l'aire d'extension de la langue berbère. Aujourd'hui, seuls les Touaregs (berbères du Sahara) ont maintenu un usage effectif de cette écriture, grâce à la protection que représente leur éloignement géographique. Il faut attendre le XVIII<sup>e</sup> siècle pour qu'apparaissent des transcriptions et des traductions de la littérature berbère orale, avec, entre autres, Awzali, au Maroc, Hanoteau, en Algérie, qui recueille les *Poésies populaires de la Kabylie du Jurjura*, Charles de Foucauld, avec sa traduction des *Poésies touareg* et Si Arnar Boulifa qui publie en français les poèmes de Si Mohand Ou M'hand. Le XX<sup>e</sup> siècle verra une génération de chercheurs et d'écrivains se mettre, dans la foulée de Mouloud Mammeri, en quête d'un nouveau de la langue et de la culture berbères, ainsi que d'une stabilisation de la notation

usuelle du berbère en caractères latins. C'est le cas de Taos Arnrouche, de Jean Arnrouche, Malek Ouary, Tassadit Yacine ou de Salem Chaker.

### De la poésie à la science et aux techniques

Aujourd'hui, les jeunes générations de berbérophones multiplient les efforts pour réactualiser et réactiver le tiffinagh. On enseigne le berbère en Mrique du Nord et... à Montréal. Des logiciels de traitement de texte et des didacticiels (tels que Tusnakt, logiciel de mathématiques récréatives) ont été mis au point en Europe et... en Ontario (Awal Amazigh). Un réseau de messagerie électronique, ArnazighNet relie des berbérophones et amis de la langue berbère du monde entier. À l'université d'Aix-en-Provence, un travail colossal dirigé par Salem Chaker et Gabriel Camps et financé par l'Unesco aboutira bientôt à la publication du *Dictionnaire général informatisé de la langue berbère*. Depuis le fameux dictionnaire berbère-français de Mouloud Mammeri (*Amawa!*), des lexiques dans des domaines

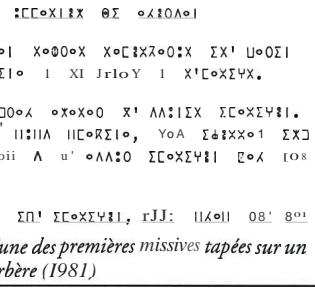
aussi variés que la botanique, la médecine, l'architecture, les mathématiques, l'orthopédie et la zoologie marine sont publiés ou en voie de l'être. Des néologismes scientifiques ou techniques apparaissent avec une facilité

qui tient aux multiples possibilités d'agglutination de cette langue. Ainsi, «Tezrawmust», mécanique, de «Tezra», étude, et «must», mouvement, est formé sur le même modèle que «tezrawdert», étude de la vie. L'Université du Québec à Montréal est un lieu de recherches actives dans le domaine de la linguistique berbère.

Est-il besoin de démontrer davantage qu'une langue, pour être reconnue et sauvagée, doit sortir de la stricte oralité? Se pourrait-il aussi que l'informatique joue un rôle majeur dans la réhabilitation des langues autochtones? •

L'Hocine Yahia

L'Hocine Yahia est professeur à l'École Polytechnique de Montréal et directeur du Groupe de recherche en biomécanique et biomatériaux. Berbère, originaire d'Algérie, il est passionné d'histoire méditerranéenne et œuvre de façon très active, depuis plus de vingt ans, pour la reconnaissance de la langue et de la culture berbères.



Extrait d'une des premières missives tapées sur un clavier berbère (1981)

Revue Amazigh

## Splendeurs et misères de la communication

**Les langagiers indépendants - et, dans une moindre mesure, les salariés - se trouvent fréquemment dans la situation où leur client utilise un équipement différent du leur. C'est là qu'intervient la conversion.**

par Pierre Cloutier et Yves Desfossés

**D**EVANT la nécessité de transmettre un texte d'une machine à l'autre, traductrices et traducteurs se voient imposer un parcours semé d'embûches relatives au matériel, au système d'exploitation, à l'application.

Parlons matériel. Le formatage des disquettes, c'est-à-dire l'organisation de la surface en pistes et secteurs, diffère selon la machine utilisée. Voilà un premier écart qu'il faut combler pour convertir. Cas d'espèce : sous DOS et UNIX, le nombre de secteurs et de pistes est rigoureusement le même, bien que leur organisation soit différente, ce qui permet de copier une disquette UNIX sur machine DOS, sans toutefois pouvoir la lire. Les systèmes minoritaires s'alignent généralement sur les majoritaires. C'est ainsi que Macintosh, Atari et Amiga lisent les disquettes PC, mais non l'inverse.

Comment sauter l'obstacle? Par télécommunication, ce qui ne convient que pour un usage occasionnel, car le modem se révèle lent : les plus rapides transfèrent 2 000 caractères à la seconde, soit 100 kilo-octets en une minute, alors que le transfert sur disquette exigerait à peine cinq secondes. L'écart est plus marqué pour les modèles courants, paradoxalement plus lambins à 2 400 bits, ce qui n'est pas vraiment rentable.

### Transfert réussi

Une fois le fichier transféré, il est généralement lisible dans les applications équivalentes tournant sous systèmes d'exploitation différents. WordPerfect Macintosh lit un texte WordPerfect DOS. Idem pour Microsoft Word, version IBM et Mac. Cela ne veut pas dire que les fichiers soient identiques. De fait, ils accusent des écarts quant aux valeurs numériques supérieures aux 128 premières positions de la norme ASCII. Autre particularité : les versions DOS, Mac et UNIX d'un même programme n'ont pas nécessairement la même gamme de fonctions.

Prenons WordPerfect 5.1 pour DOS et 2.1 sur Macintosh, les deux plus récents.

WordPerfect pour DOS comporte une fonction « tableaux » qu'il faut convertir en colonnes assorties de bordures dans Macintosh pour que le texte présente le même aspect. Sous DOS, la gestion de l'imprimante relève de l'application de traitement de textes. En norme Mac, c'est le système d'exploitation qui la prend en charge, d'où certaines difficultés quant au transfert des polices. Un fichier en Courier sous DOS peut être transformé en Times sur Mac. Quant aux codes de gestion d'imprimante du fichier de texte WordPerfect DOS, ils seront éliminés ou transformés selon la logique de la gestion d'imprimante du Mac, pilotée par le système d'exploitation.

### D'un traitement de textes à un autre

Passons maintenant au troisième niveau de la conversion, celui des applications. Exemple, le passage de Microsoft Word à WordPerfect sur DOS, ou de WordPerfect sur Mac à MacWrite.

WordPerfect inscrit les codes de mise en forme à l'endroit même où ils s'exécutent dans le texte. Microsoft Word les regroupe en fin de fichier, avec coordonnées indiquant où ils interviennent. Voilà un obstacle à surmonter pour convertir. En voici un autre: Word comporte un mode « plan » (*outlining*), WordPerfect, non. Le plan d'un texte en Microsoft Word se transfère donc en WordPerfect grâce à la numérotation automatique de

paragraphes, fonction différente mais qui produit un texte d'une présentation analogue.

### Les logiciels de conversion

Au milieu des années 1980, quand on foisonné les traitements de textes dont peu comportaient des utilitaires de conversion, c'est aux logiciels de conversion qu'il revenait de faire le pont, ce qu'exprimait une désignation commerciale comme Software Bridge. Aujourd'hui, les deux ou trois traitements de textes qui se sont taillé la part du lion stockent les fichiers dans une diversité de formats, notamment en version Windows, ou sont assortis de programmes de conversion. Ainsi, la gamme WordPerfect comporte-t-elle le logiciel ConvertPerfect, proposé pour moins de 100\$ CAN. Par ailleurs, les principaux logiciels DO autres que WordPerfect lisent et écrivent en WordPerfect, produit qui représente plus de 90 % du marché de la fonction publique canadienne, plus de 80 % du marché canadien et 67 % du marché américain.

Cette rationalisation simplifie-t-elle les choses? Pas autant qu'on le croirait. Car le traitement de textes haut de gamme confine désormais à l'éditique, ce qui rend les fichiers de plus en plus complexes et leur communication plus ardue, même entre matériels d'un même bureau répondant à des normes à vrai dire identiques.



Yves Desfossés

## En règlement final<sup>1</sup>

L'utilisateur doit en effet résoudre les difficultés qu'entraîne le recours à une diversité de polices et d'imprimantes, et le personnel de secrétariat se voit affecté à de véritables travaux de typographie, souvent sans formation préalable (« Débrouillez-vous! »). C'est pourquoi certaines difficultés de conversion tiennent parfois aux astuces, compréhensibles mais plus ou moins avisées, servant à monter des fichiers qui se présentent normalement à l'écran et sur papier, mais sont construits de bric et de broc, comportent des vices cachés et dont le traitement peut se révéler fertile en rebondissements. Remplacez les tabulations par de simples espaces en caractères Times, puis passez à Helvetica ou Courier ou changez d'imprimante: la mise en page est à refaire.

L'insuffisance de la formation tient, bien sûr, à son coût. C'est que, loin de relever de considérations purement techniques, le traitement et la conversion de textes sur une diversité de systèmes s'inscrivent dans la logique de la rentabilité commerciale. Cela est vrai pour l'entreprise et à plus forte raison pour le praticien indépendant. Dans ce contexte, le raffinement des moyens mis en œuvre exige une personnalisation croissante du service à la clientèle. Celle-ci entraîne des coûts de recherche et de formation, de matériel et de logiciel justifiés pour un fournisseur attiré désirant offrir le prêt-à-reproduire, mais hors de prix pour celui qui dessert une clientèle occasionnelle à fort roulement. Loin d'y gagner à viser la technologie de pointe, ce dernier aura au contraire intérêt à baisser la barre et à offrir du texte générique, aussi facilement transférable et convertible que possible.

Concluons sur une note positive : le SGML (*Standard Generalized Markup Language*) permet bien des espoirs. Désormais adopté par Novell, Adobe - créateur de PostScript - , WordPerfect, ainsi qu'Interleaf et Frame tournant sous UNIX, la nouvelle norme internationale de marquage SGML permet notamment le transfert d'images, de mises en forme de textes et des enrichissements de caractères les plus courants entre traitements de textes, bases de données, feuilles de travail et logiciels de mise en page. Elle est en partie basée sur les formats de textes de WordPerfect. Le bonheur par la technique! •

Conseiller en informatique depuis 1986, Yves Desfossés a récemment été représentant de WordPerfect au Québec. Il spécialise dans la mise au point de systèmes et le soutien aux utilisateurs.

IL EST fréquent d'inscrire au dos d'un chèque la mention «en règlement final». Une fois que le chèque portant cette mention a été endossé et encaissé par le bénéficiaire ou créancier, le débiteur se trouve-t-il libéré complètement de sa dette?

### La remise d'un chèque n'est pas un paiement valide!

Pour saisir la portée de cette question, il faut savoir que la remise d'un chèque pour régler un compte ne constitue pas un paiement valide au sens du *Code civil* à moins que le chèque ne soit accepté par le créancier ou son représentant au moment de l'encaissement. Dans ce contexte, le chèque s'apparente à un contrat d'une nature un peu particulière, qui prend forme du fait de l'offre de paiement par chèque et de l'encaissement par le bénéficiaire.

Puisqu'il s'agit d'un contrat, les parties doivent s'en remettre aux dispositions du *Code civil*. En ce sens, la mention «en règlement final» constitue tout au plus une offre qui, si elle est acceptée du fait de l'encaissement du chèque par le bénéficiaire, accorde un effet libératoire; il suffirait donc au créancier de ne pas l'encaisser pour éviter de libérer le débiteur. Toutefois, la solution n'est pas aussi simple.

### Règlement partiel ou règlement final?

De nombreux litiges ont abouti devant les tribunaux. De la jurisprudence se dégagent deux tendances.

Pour certains, lorsque le créancier encaisse le chèque, il y a nécessairement paiement final. La dette est éteinte et le créancier ne peut plus poursuivre pour le solde. Le créancier qui ne veut pas accepter un chèque en règlement final n'a d'autre choix que de le retourner à son débiteur.

Pour d'autres, l'encaissement par le créancier d'un chèque portant cette mention ne signifie pas nécessairement qu'il donne quittance à son débiteur. Le créancier pourrait, en effet, ignorer la mention et considérer ce paiement comme un simple règlement partiel.

### Intention des parties

En cas de litige, le tribunal, dans la recherche de l'intention véritable des parties, doit prendre en considération d'autres éléments. Voici quelques exemples tirés de la jurisprudence. Une mention au recto d'un chèque a-t-elle la même signifi-

cation que celle faite au dos? Le chèque a-t-il été remis de la main à la main et sans discussion ou posté, après négociation? La dette à l'origine du chèque est-elle contestée ou reconnue? Le créancier a-t-il protesté dès réception du chèque ou après l'avoir encaissé? La mention figurait-elle sur le chèque au moment où ce dernier a été remis ou a-t-elle été ajoutée après encaissement par le débiteur malhonnête? Les mots sont-ils tous écrits avec le même crayon que les autres écritures sur le chèque?

Une chose est sûre, les tribunaux ont jugé que la mention n'a pas pour effet de libérer le débiteur lorsque le créancier est un illettré et que personne ne l'a informé de la signification des mots écrits sur le chèque. Il en est de même lorsque le débiteur reconnaît devoir une plus grande somme que celle qu'il a payée.

### Marche à suivre

En définitive, il vaut mieux avertir le débiteur que son paiement constitue un règlement partiel et que le chèque est accepté sous réserve. Il faut l'aviser verbalement ou, mieux encore, par écrit, et même lui retourner son chèque. Si le créancier conserve le chèque, l'avis s'opposant à l'inscription sur le chèque devient une contre-offre. Par la suite, le débiteur a tout le loisir de s'adresser à son institution financière pour faire opposition au paiement de son chèque, signifiant ainsi qu'il refuse la contre-offre.

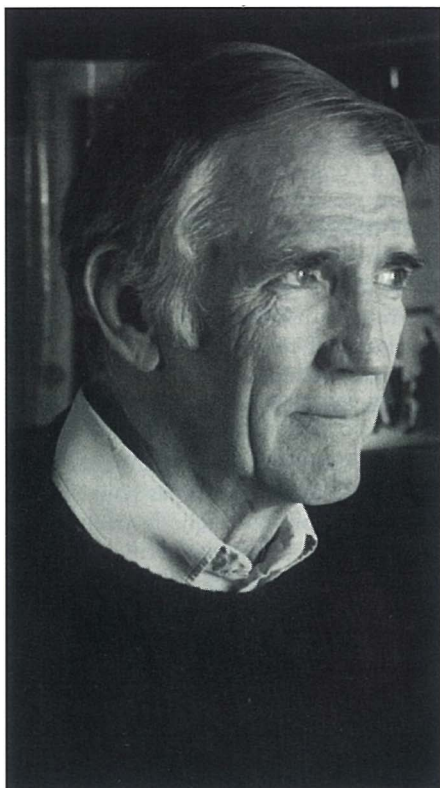
Si, après une quinzaine de jours, le débiteur n'a pas réagi, le créancier pourra encaisser le chèque. Le montant perçu sera alors considéré comme paiement partiel de la dette. Ainsi, le silence du débiteur équivaudra à l'acceptation de la contre-offre contenue dans l'avis du créancier et à la renonciation à l'offre inscrite sur le chèque.

La jurisprudence enseigne toutefois qu'un créancier est réputé de mauvaise foi s'il transmet un avis au débiteur, mais lui fait certifier le chèque pour s'assurer d'être payé, l'empêchant alors de faire opposition au paiement. On ne peut à la fois accepter une offre et la rejeter! •

Hugues Langlais  
avocat

1. MORIN, Pierre W., «Chèques portant mention "en règlement final"», in *La Revue du Barreau* 34 (1974) p. 211.

NDLR: La mention «en règlement final» est largement utilisée au Québec, mais il serait plus correct de dire «pour règlement final».



## Poésie à quatre mains

**Éminent comparatiste, Philip Stratford cultive avec passion l'altérité de ce qu'il traduit, explorant en tout respect l'univers source sans vaines ambitions de le conquérir. Ce n'est donc pas la gloire qui l'inspire, mais l'ivresse d'une intense symbiose, dont nous goûtons ici quelques moments privilégiés.**

(Oberon Press, 1992). Il n'y sera question que du traducteur.

Mais il faut s'entendre. Philip Stratford est traducteur dans plus d'un sens ou de plus d'une façon, et on voudra bien se rappeler que « traduire », c'est "faire passer", "conduire au-delà", transmettre d'un lieu ou d'un état en un autre. Ainsi le veut, en tout cas, l'étymologie.

### La clef d'un univers méconnu

Je l'ai connu comme professeur en 1967, à l'Université de Montréal. Il assurait alors un cours d'introduction à la littérature canadienne-anglaise, destiné aux étudiants du département d'études françaises. C'était tout un domaine dont nous ne savions, pour la plupart d'entre nous, rien ou moins que rien et qui nous paraissait, avant que nous ayons commencé à suivre ce cours, bien marginal par rapport à tant d'autres choses que nous avions à étudier : la philologie médiévale, la poésie québécoise contemporaine, l'œuvre de Rabelais, l'esthétique littéraire, la linguistique générale, le classicisme du XVII<sup>e</sup> siècle. Je ne saurais décrire autrement ce cours que comme une leçon de traduction : ces œuvres que nous ne comprenions pas, il nous y amenait, il nous faisait voir leur intérêt, il nous donnait le goût de les lire. C'était, d'une certaine façon, nous les traduire en nous donnant accès aux textes originaux.

Plutôt qu'un examen ou une dissertation, ce fut un exercice dont nous ne soupçonnions ni l'intérêt ni l'extrême difficulté qui sanctionna ce cours : il nous demanda de traduire en français quelques poèmes d'un auteur canadien-anglais. Avec un doigté qui ménageait nos jeunes susceptibilités, il reprenait nos versions maladroites, bourrées de contresens ; il nous montrait tout ce qu'elles laissaient perdre de l'original, il nous faisait comprendre que nous pourrions faire beau-

coup mieux, et il obtenait que nous nous remettions au travail, que nous cherchions d'autres mots pour mieux serrer les poèmes dont la beauté se révélait peu à peu à nous. Il a si bien fait que des traductions de Frank Scott, Earle Birney, Irving Layton, Alden Nowlan et Leonard Cohen, préparées dans le cadre de ce cours, se sont retrouvées dans le premier numéro de la revue *Ellipse* en 1969. Mais il avait fallu d'abord qu'il nous « traduise » la littérature canadienne-anglaise, qu'il nous l'explique, qu'il nous la rende intelligible, proche.

### Respectueuse lucidité...

Cette « traduction » qui se faisait dans les salles de cours de l'université, il l'a développée dans ses recherches de littérature canadienne comparée. Des travaux préparatoires poursuivis durant ces années ont abouti à un livre important, *Ail the Polarities* (ECW Press, 1986), dans lequel six écrivains canadiens-anglais sont comparés à six écrivains québécois. L'entreprise est plus complexe qu'il peut le sembler : il ne s'agit rien de moins que de traduire l'une à l'autre deux cultures. Il emploie lui-même ce mot de « traduction » pour décrire son entreprise : « *Canadian comparatists (..) must translate while knowing that jùll translation is impossible; they must try to acquire the other culture while knowing that it will never become their true heritage* » (p. 8-9). Il est là tout entier, dans cette volonté de traduire même si le résultat restera imparfait, dans ce désir de pénétrer la culture de l'autre même si certains de ses aspects lui resteront inaccessibles, dans l'aveu sans prétention des limites de son travail.

### Heureuse surprise, mais...

Mais Philip Stratford n'a pas été traducteur que dans cette acception large ou métaphorique, et on lui doit de pouvoir

Par Robert Melançon

**P**HILIP Stratford a trop le sens de l'ironie pour que je me lance dans le dithyrambe : il serait parfaitement capable de me demander de qui est ce portrait s'il avait le sentiment que l'éloge est forcé. Cette réaction que j'appréhende révèle deux traits de son caractère : un sens de l'humour très pince-sans-rire et une extrême modestie. Pour le dire autrement, Philip Stratford est attentif aux autres plutôt qu'à lui-même, d'une politesse exquise et jamais appuyée, amusé par la comédie humaine puisqu'il préfère sourire que se désoler de ces petites folies qui font le tissu de la vie. Ajoutez sa discrétion, sa conversation qui joue en virtuose de *l'understatement*, et vous comprendrez qu'il incarne le type du parfait gentleman.

Ce sera donc ici, délibérément, un portrait partiel, qui ne dira rien de son goût pour le théâtre, de son dévouement pour la cause de la traduction littéraire au Canada, de ses martini légendaires, de sa connaissance de l'œuvre de Graham Greene, de ses talents de jardinier, de ses dons pour l'amitié, de son amour du thé, des poèmes dont il vient de publier un beau recueil intitulé *The Rage of Space*

lire en anglais plusieurs œuvres littéraires québécoises. Entre les divers livres qu'il a traduits, on m'excusera de n'en évoquer u'un, *Blind Painting* (Vehicule Press, 85); on comprendra, j'espère, que je le fais pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la vanité. Il avait entrepris de traduire *Peinture aveugle* sans me prévenir et sans se douter que j'avais commencé à récrire ce recueil de poèmes qui me paraissait décidément entaché d'erreurs de toutes sortes. Un jour du printemps de 1983, avec l'air distrait qu'il prend lorsqu'il se doute qu'il va vous faire plaisir, il m'a donné le manuscrit complet de sa traduction: les soixante-dix sept poèmes de l'édition parue chez VLB en 1979 y étaient, fidèlement transfigurés en vers anglais, étrangers et familiers à la fois. J'étais très heureux, et flatté, et désolé que cette traduction ait été faite sur un texte auquel j'avais déjà apporté bien des modifications.

#### Place à la symbiose

Mais ce n'était que le commencement : ses versions me suggéraient bien d'autres corrections, si bien qu'au bout de quelques semaines j'avais pratiquement récrit tous les poèmes originaux. Il fallait refaire la traduction. Je lui ai rendu le manuscrit, l'air vaguement penaud, en lui pliquant tant bien que mal ce qui s'était passé. Il s'est remis au travail sans broncher et, deux mois plus tard, il m'a remis une nouvelle traduction, dont la lecture m'a suggéré d'autres révisions à mes poèmes. Il a alors proposé que nous travaillions ensemble sans quoi, de traductions en révisions des originaux, l'entreprise risquait de ne jamais prendre fin. Durant des semaines, nous avons donc travaillé côte à côte, traduisant, corrigeant l'original et retraduisant le nouveau texte. A vrai dire, je crois bien que certains de «mes» poèmes français, dans leur nouvelle forme, sont des retraductions françaises de ses traductions anglaises. Je n'imagine pas traducteur plus patient, plus exemplairement attentif qu'il l'a alors été. Je dirais malaisément tout ce que je lui dois.

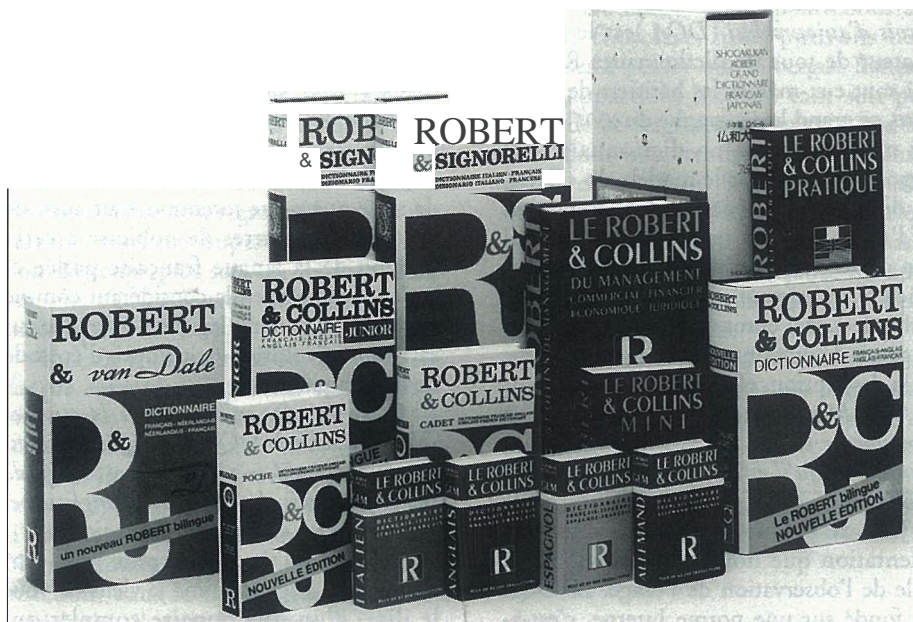
À travailler ainsi avec lui, j'ai découvert ce que traduire veut dire, que c'est un travail sans fin et que le traducteur devient, lorsqu'il satisfait à toutes les exigences de sa tâche, un auteur dans toute l'acception du terme. À ce train, je risque de froisser sa modestie. Autant donc m'arrêter. J'ai simplement dit que Philip Stratford était un ai traducteur littéraire. •

*Hugues Langlais. B.Tr.; LL. B.*  
AVOCAT - LAWYER - ABOGADO

*Gutkin, Ste-Marie & Langlais*

Tél. : (514) 466-9249  
255, boul. Roland-Therrien, bur. 201 Tél. : (514) 928-2425  
Longueuil (Québec) J4H 4A6 Télécopieur: (514) 928-2409

## Les Dictionnaires à deux langues



Les Robert bilingues vous permettent d'aller du français à l'anglais, en passant par l'italien, l'allemand, le néerlandais, l'espagnol, le japonais et l'anglais des affaires...

Disponible chez votre libraire



DICTIONNAIRES LE ROBERT

551, boulevard Lebeau, Ville St-Laurent, Québec H4N 1S2 • (514) 745-0510

## ENTREVUE EXCLUSIVE AVEC JEAN-CLAUDE BOULANGER

# Traduire à la fois l'unité et la diversité de la langue française

**Depuis la parution en novembre dernier du Dictionnaire québécois d'aujourd'hui, l'équipe de rédaction a été accusée de tous les maux. Circuit a donc décidé d'inviter le directeur de l'équipe de rédaction, Jean-Claude Boulanger, à présenter son dictionnaire à la lumière des critiques qui lui ont été adressées.**

*propos recueillis par  
Monique C. Cormier*

**Circuit:** *Jean-Claude Boulanger, que répondez-vous aux critiques selon qui votre dictionnaire autorise n'importe quel emploi et entérine n'importe quoi?*

**J.-C. Boulanger:** Je leur réponds que c'est tout à fait faux. Le *Dictionnaire québécois d'aujourd'hui (DQA)* est le continuateur de tous les dictionnaires Robert, qui sont eux-mêmes les héritiers de Furetière, ce grand lexicographe du XVII<sup>e</sup> siècle. Ce n'est donc pas un dictionnaire qui impose un usage sur le modèle du "Dites, ne dites pas". Il repose sur l'observation de l'usage, le bon usage comme ce qui s'en écarte; ce qui s'en écarte étant balisé grâce à un appareil de marques sociales, technolinguistiques, chronologiques, etc. Dans ce genre de dictionnaire, la norme émerge de la description, elle ne la précède pas.

**C. :** *Mais l'usage dont vous parlez, le bon comme ce qui s'en écarte, est celui du français tel qu'il est parlé et écrit sur le territoire du Québec?*

**J.-C. B. :** Vous touchez là la deuxième orientation que nous avons suivie après celle de l'observation de l'usage. Le *DQA* est fondé sur une norme interne, c'est-à-dire sur une variété de français qui possède, selon nous et selon plusieurs autres chercheurs qui s'intéressent à l'aménagement de la langue générale au Québec, tant ici qu'à l'étranger, une légitimité propre dans le grand ensemble francophone. Le classement des mots et leur hiérarchisation du point de vue des marques d'usage reposent sur l'histoire de la langue française, qui fut commune avec la France jusqu'au début du XVII<sup>e</sup> siècle et qui a en partie divergé depuis cette époque. Ces quatre derniers siècles ont donné une coloration particulière au français d'Amérique, en particulier à celui des bords du

Saint-Laurent. Nous avons réexaminé cette évolution tout en rétablissant les faits là où il le fallait, c'est-à-dire en notant et en balisant tout ce qui s'écarte du standard qui a été circonscrit. Les marques d'usage appartiennent donc à la langue ou à la variété de référence. Voilà pourquoi, pour revenir à votre première question, ce dictionnaire n'autorise pas n'importe quel emploi et n'autorise pas n'importe quoi.

**C. :** *Vous nous dites en somme que le DQA ne s'écarte pas des méthodes employées dans les autres dictionnaires du français.*

**J.-C. B. :** C'est juste, mais j'ajoute tout de suite que notre intention était aussi de redonner ses lettres de noblesse à cette portion de la langue française parlée et écrite chez nous en la considérant comme un tout socialement légitime et fondée sur sa propre évolution, y compris l'épisode de la Conquête.

**C. :** *Alors là, on est loin de la critique selon laquelle le DQA est différentiel ou joualisant, qu'il se résume à un collage de mots québécois dépréciés ou d'anglicismes larvés dans un dictionnaire français.*

**J.-C. B. :** Très loin de cette idée, tant s'en faut. Il s'agit, comme je viens de vous le dire, d'un dictionnaire complet qui envisage l'ensemble de la langue française parlée et écrite au Québec. C'est un ouvrage descriptif qui recense les mots en usage sur le territoire laurentien, y compris les mots qui nous sont propres - les québécoïsmes, comme on le dit généralement - et les mots partagés par les autres francophones. À ce noyau, nous avons greffé certains mots spécifiques à la France - les francismes -, qui sont connus ici d'une manière plutôt passive ou semi-active grâce au cinéma, à la télévision, à la littérature, et ainsi de suite, mais qu'il faut tout de même être en mesure de décoder. Du point de vue géographique, ce sont alors

les francismes qui sont marqués comme tels dans le *DQA* et non les mots parfaitement usuels au Québec. En outre, la section des noms propres comprend 12 000 noms, dont 2 000 sont caractéristiques de l'Amérique du Nord. C'est tout autre chose qu'un collage de mots.

**C. :** *Et combien d'années avez-vous mis pour faire tout ce travail?*

**J.-C. B. :** Attention, une œuvre de cette envergure est évidemment le résultat d'un travail d'équipe. Outre la contribution parallèle des lexicographes du Robert associés au *Dictionnaire d'aujourd'hui*, j'ai travaillé avec Jean-Yves Dugas et Bruno de Bessé. Deux autres chercheurs, Jacques Lacoursière et Hélène Bizier, ont préparé la partie des noms propres. Alain Rey supervisait la rédaction tandis que j'étais responsable du contenu du dictionnaire pour la partie langue et pour les annexes. La partie langue a exigé à elle seule deux années de travail intensif, soit du printemps 1990 jusqu'au printemps 1992. Un rédacteur unique aurait mis entre 7 et 8 ans pour venir à bout de ce dictionnaire.

**C. :** *L'idée du DQA est donc récente?*

**J.-C. B. :** Non, il y a déjà plus d'une dizaine d'années, Alain Rey, quelques collègues et moi avions des discussions à propos de la nécessité d'élaborer un dictionnaire québécois de la langue française. C'est en 1988 que notre choix s'est fixé sur un ouvrage de 40 000 entrées. Au même moment, Le Robert songeait à moderniser le *Micro-Robert*. Nous nous sommes alors dit : pourquoi ne pas confectionner deux dictionnaires, l'un pour la France, l'autre pour le Québec? Le fond lexicologique du *Micro-Robert* a servi de base pour la rédaction du *Dictionnaire d'aujourd'hui*, diffusé en France, et pour la rédaction du *DQ*

**C. :** *Qu'est-ce qui démarque surtout DQA de son frère français, le Dictionnaire d'aujourd'hui?*

J.-C. B. : Outre la part véritablement québécoise du lexique, il faut mentionner que tous les articles ont été rédigés en tenant compte de la vision nord-américaine que nous avons de la langue française. Des mots identiques n'ont donc pas nécessairement des définitions identiques, par exemple *fleuve, rue, avenue, déneigement*. En outre, nous avons neutralisé tous les stéréotypes sociaux, sexistes et autres, aussi bien dans les définitions que dans

les exemples, nous avons féminisé les appellations de titres, de fonctions, ou autres - introduisant même de nombreux féminins virtuels -, nous faisons de très nombreuses remarques sur l'orthographe, la prononciation, la grammaire, la syntaxe, les anglicismes et les calques, les problèmes de langue, et ainsi de suite, nous signalons les interventions de l'Office de la langue française, nous fournissons une liste impressionnante de gentils ainsi que plusieurs marques déposées, car ces marques créent des difficultés sur le plan orthographique, nous avons modifié la prononciation des mots quand elle diffère de celle qu'on observe en France, nous avons considérablement enrichi le réseau analogique qui est la marque de commerce du Robert. Somme toute, nous avons donné une physionomie tout à fait nord-américaine à ce fragment de la langue française qui s'est épanoui sur notre continent, de telle sorte que le consultant puisse s'identifier positivement dans le dictionnaire tout en retraçant ses origines européennes. Il aura fallu quelques siècles pour parcourir la voie linguistique qui mène des bords de la Seine aux bords du Saint-Laurent et assumer cet héritage.

C. : *Certains critiques ont dit qu'il manquait ceci ou cela dans votre ouvrage. Comment le situez-vous dans la hiérarchie des dictionnaires de langue?*

J.-C. B. : Je m'étonne de ce genre de critique. Une lecture attentive de la présentation renseigne immédiatement sur le programme et les limites du dictionnaire. Il s'agit d'un dictionnaire de taille moyenne qui n'a pas la prétention de tout couvrir en matière de langue, ni en ce qui concerne la nomenclature, les formes et les sens, ni en ce qui concerne l'histoire des mots. Bref, l'ordre de grandeur des dic-



« Tous les articles ont été rédigés en tenant compte de la vision nord-américaine que nous avons de la langue française. »

tionnaires généraux modernes est à peu près le suivant : 20 000 entrées pour les dictionnaires pour enfants, 40 000 pour les dictionnaires d'apprentissage, 60 000 pour les dictionnaires pour adultes et 80 000 pour les grands répertoires. Le *DQA* occupe un créneau intermédiaire, et son public cible est constitué des élèves du deuxième cycle du secondaire, des étudiants de cégep ainsi que des allo-

phones et des néo-francophones qui sont en phase d'apprentissage du français. Cette catégorie de dictionnaires possède quelques caractéristiques qu'il est bon de rappeler: ce sont des ouvrages synchroniques, à savoir des dictionnaires qui ne consignent que les mots et les sens les plus courants et les plus actuels, d'où des mots comme aujourd'hui, *contemporain, actuel*, etc., dans les titres; ils ne contiennent pas d'étymologie, ni de citations littéraires ou documentaires, ni de développements encyclopédiques; les nomenclatures sont doubles, c'est-à-dire que l'on regroupe les mots par famille dans des super-articles et que l'on dégroupé plus souvent les mots dont les sens s'écartent trop du point de vue historique.

C. : *Le français n'est pas la première langue européenne à posséder une description lexicographique nord-américaine, c'est déjà fait pour l'anglais...*

J.-C. B. : ... et pour l'espagnol et pour le portugais qui ont essayé en terre d'Amérique et qui ont leur dictionnaire. Nous sommes donc la quatrième. Bien entendu, dans le cas du français nord-américain, il reste beaucoup à faire. Il

nous manque encore un grand dictionnaire général d'envergure qui envisagerait l'ensemble des mots et des sens qui ont vécu ou qui vivent au Québec et qui raconterait leur histoire.

C. : *En tout cas, tout modeste qu'il soit, votre essai marquera sans doute l'histoire de la lexicographie québécoise.*

J.-C. B. : Vous m'en voyez ravi. Il faut dire que nous avons été appuyés par une grande entreprise lexicographique - l'une des plus grandes de tous les temps et pour toutes les langues - et que nous ne saurions jamais assez remercier des savants et des humanistes comme Alain Rey, qui a cru au projet du *DQA* et l'a défendu. Nous sommes aussi convaincus d'avoir illustré ce qu'était la francophonie, à savoir un corps de doctrine dont l'âme est la langue française, qui est à la fois caractérisée par son unité et sa diversité. Ce dont nous sommes certains, maintenant plus que jamais, c'est qu'au Québec nous parlons une langue qui s'appelle le français et que cette variété d'une grande langue de civilisation donne accès à l'universel. De fait, si nous appartenons à la langue française, nous pouvons nous autoriser à penser que la langue française nous appartient bien un tant soit peu. C'est de ce fragment de culture et d'histoire dont nous rendons compte dans le *DQA*, concrétisant l'idée que les Québécois et les Québécoises sont de quelque part et qu'au plan linguistique il faut assumer la caractéristique majeure de notre collectivité, à savoir que ce quelque part est la terre d'Amérique.

C. : *Se connaître d'abord soi-même!*

J.-C. B. : N'est-ce pas par là que passe le meilleur chemin pour atteindre à l'universel? •

BOULANGER, Jean-Claude (réd.), *Dictionnaire québécois d'aujourd'hui*, Montréal, Dictionnaires Le Robert, 1992, xxxv + 1 269 p. + annexes. [39,95 \$]



**dactylographe rapide MR inc.**

7305, AVENUE FIELDING  
MONTRÉAL (QUÉBEC) H4V 1R7  
TÉLÉPHONE: 482-6751

- Transcription de cassettes micro, mini ou régulières ◦
- Spécialités: médical, technique, informatique, juridique ◦
- WordPerfect (modem)      Télécopieur: 482-7572 ◦

# Deux nouveaux dictionnaires verts

«Dieu modela encore du sol toutes les bêtes sauvages et tous les oiseaux du ciel, et il les amena à l'homme pour voir comment celui-ci les appellerait: chacun devait porter le nom que l'homme lui aurait donné.» (Gen. 2- 79)

CONSEIL INTERNATIONAL DE LA LANGUE FRANÇAISE (CILF), *Dictionnaire de l'environnement*, Paris, CILF, 1992.

*Diei.olojrf Larousse de l'environnement et de l'écologie*, P.H. Collin et F. Collin/Larousse, 1992.

QUE LE premier regard de l'Homme se soit naturellement posé sur son environnement (Ève, bien sûr, n'était pas encore dans les environs) n'étonnera personne. Que ce regard ait été suivi immédiatement du premier acte terminologique est riche d'enseignement: l'être humain ressent un urgent et impérieux besoin de nommer ce qui l'entoure. Cette nomenclature originelle de l'environnement, attribuée à notre ancêtre, n'est plus disponible depuis longtemps. Elle est tombée dans l'oubli pendant des siècles, et seuls les nuages qui s'amoncellent aujourd'hui au-dessus de Mère Nature ont réussi à réveiller le nomenclateur qui sommeille dans le cœur de l'Homme.

## Classification des ouvrages

Dans la dernière décennie, les ouvrages lexicographiques consacrés à l'environnement se sont multipliés. Les deux derniers à paraître sont le *Dictionnaire Larousse de l'environnement et de l'écologie* et le *Dictionnaire de l'environnement* du CILF. Avant de les examiner plus en détail, voici une brève typologie qui permettra de situer ces deux publications parmi les documents lexicographiques relatifs à l'environnement.

a) **Ouvrages d'écologie.** Contiennent les termes fondamentaux décrivant les relations entre les êtres vivants et leur milieu (*niche, habitat, écosphère*, etc.); excluent généralement les termes relatifs à la pollution; sont peu nombreux et leur nomenclature est brève. (Exemples: TERNISIEN, J. A., *L'absolu, ses réalités humaines*, Paris, CILF, 1989; CONSEIL INTERNATIONAL DE LA LANGUE FRANÇAISE (CILF), *Vocabulaire de l'environnement*, Paris, Hachette, 1972.)

b) **Ouvrages d'environnement.** Contiennent, en plus des termes d'écologie, ceux relatifs à la pollution; constituent la majorité des ouvrages mais, à cause de nomenclatures trop restreintes, ne couvrent généralement que quelques aspects de ce qu'ils prétendent traiter. (Par exemple

TVER, D. F., *Dictionary of Dangerous Pollutants, Ecology, and Environment*, New York, Industrial Press, 1981.)

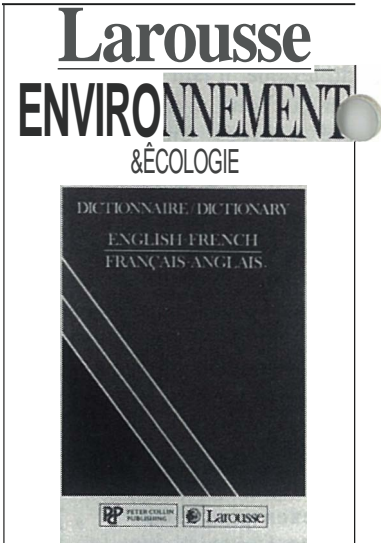
c) **Ouvrages de sciences péri-environnementales.** Contiennent des nomenclatures de sciences qui gravitent autour de l'environnement: taxinomie végétale, animale ou géologique, liste de produits toxiques, etc.; peuvent inclure aussi certains termes d'écologie et d'environnement. (Par exemple: PARENT, S., *Dictionnaire des sciences de l'environnement*, Ottawa, Broquet, 1990.)

d) **Ouvrages thématiques.** Contiennent une nomenclature relativement exhaustive d'un seul aspect très précis de l'environnement: écotoxicologie, ozone stratosphérique, économie environnementale, réchauffement climatique, etc. (Par exemple: RIVARD, D., *Dictionnaire de la protection de la couche d'ozone*, Approvisionnement et Services, Ottawa, 1989; SÉGUI, E., *Dictionnaire des termes d'entomologie*, Paris, Éditions Paul Lechevalier, 1967)

e) **Recueils pratiques.** Ne visent pas à l'exhaustivité mais utilisent une nomenclature établie à partir de critères pratiques: problèmes de traduction, de terminologie, néologismes répertoriés ou créés pour suppléer aux lacunes constatées au fil des textes, etc. (Par exemple: ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (OCDE), *Glossaire de l'environnement*, vol. 2, Paris, OCDE, 1986.)

f) **Ouvrages de type encyclopédique.** Ne traitent que de quelques thèmes fondamentaux, souvent classés par ordre alphabétique, autour desquels vient se greffer la terminologie de l'environnement; un index en fin d'ouvrage donne accès à cette terminologie. (Exemples: HOLUM, J. R., *Topics and Terms in Environmental Problems*, New York, Wiley, 1977; AMAVIS, R., *Dictionnaire usuel de l'environnement et de l'écologie*, Paris, Guy Le Prat, 1981.)

Signalons qu'il n'existe encore aucun dictionnaire capable de répondre de façon satisfaisante à l'ensemble des besoins en environnement, le domaine étant particulièrement vaste et en mutation perpétuelle. La présence du terme *environnement* dans le titre ne suffit assurément pas



pour déterminer avec précision le contenu d'un ouvrage.

## Dictionnaire Larousse de l'environnement et de l'écologie

Examinons d'abord le *Dictionnaire Larousse de l'environnement et de l'écologie*, un ouvrage de format maniable, qui convient bien à la consultation répétée. La présentation des données, particulièrement soignée, constitue un modèle du genre.

Innovation particulièrement intéressante, peut-être due à l'influence grandissante des méthodes terminologiques, certains termes sont cités en contexte afin d'en illustrer l'utilisation. Les expressions, pour leur part, sont parfois illustrées par de courts exemples d'utilisation (dont la pauvreté contextuelle, malheureusement, doit être déplorée). Autre innovation qui mérite d'être soulignée: pour certains termes fondamentaux de l'environnement, la rubrique est enrichie d'un développement encyclopédique qui traite de divers aspects susceptibles d'intéresser les lecteurs.

Si on se reporte à la typologie établie en début d'article, le dictionnaire Larousse appartient à la deuxième catégorie, celle qui prétend traiter l'ensemble de la terminologie de l'environnement. Prétention légitime avec ses 20 000 mots, exemples et expressions, mais aussi projet ambitieux.

Parmi les qualités qu'il convient de relever dans cet ouvrage, mentionnons l'effort évident d'inclure des néologismes récents (*deep ecology, ozone-friendly, greenhouse gas*). Quelques lacunes, par ailleurs, à signaler sur ce même plan: si on trouve bien le chlorofluorocarbène (plus connu par son sigle CFC), aucun des produits de remplacement de nouvelle génération pour les CFC, les HCFC, les HFC ou le HFA1, n'y figure. Notons le soin apporté à distinguer certaines notions apparentées

(la différence entre *écologue* et *écologiste*, par exemple); par contre, on chercherait vainement la différence entre *intensity* et *efficiency*. De façon générale, les équivalents proposés sont corrects; ici et là, on reste perplexe devant certaines traductions, en particulier vers l'anglais (pourquoi rendre *hydrocarbure volatil* par *liquid hydrocarbon* alors que le déterminant anglais *volatile* est d'usage courant?).

Parmi les reproches qu'on peut faire à ce dictionnaire, mentionnons l'approximation technique qui gênera et qui déroutera éventuellement le spécialiste; ainsi, la synonymie entre *chlorofluorocarbure* et *chlorofluorométhane*<sup>2</sup> sera peut-être tolérée dans un contexte de vulgarisation mais, dans un contexte technique, elle constituera une faute grave. Dans le même ordre d'idées, le choix de la nomenclature a favorisé systématiquement un vocabulaire trop élémentaire pour intéresser le professionnel du domaine. Des équivalences comme *home! maison*, *herb/herbe* et *humid/humide* font d'autant plus regretter l'absence d'expressions techniques courantes. On doit aussi s'interroger sur la pertinence d'inclure dans la nomenclature des termes comme *aboie-ment*, *rougeur*, *protestation*, etc.

Le système de renvois présente certaines faiblesses : il est plutôt exaspérant d'être renvoyé d'une rubrique à l'autre si cette démarche n'en apprend pas davantage au lecteur ou si on ne lui propose aucune nouvelle solution.

Les parties anglais-français et français-anglais ne sont pas parfaitement symétriques, ce qui n'est pas forcément une lacune. Parfois, l'explication n'est donnée que dans une langue (*ecologist*, par exemple); parfois, ce qui est moins normal, l'équivalence diffère<sup>3</sup> ou les renvois ne sont pas les mêmes<sup>4</sup>.

En conclusion, malgré les nombreuses qualités de cet ouvrage (sa remarquable présentation dont pourraient s'inspirer avec profit d'autres éditeurs et plusieurs innovations intéressantes qui en facilitent la consultation), la nomenclature du *Dictionnaire Larousse de l'environnement et de l'écologie* ne se démarque malheureusement pas suffisamment des termes de la langue commune pour espérer satisfaire le spécialiste. Par contre, le professionnel langagier peu au fait de la terminologie spécialisée de l'environnement, mais ne travaillant qu'occasionnellement dans cette sphère d'activité, y trouvera peut-être son compte.

## Dictionnaire de l'environnement

Les lecteurs habitués à consulter les ouvrages du Conseil International de la Langue Française (CILF) reconnaîtront dans le *Dictionnaire de l'environnement* un autre exemple de leur élégante présentation. Un court texte donne une définition de la notion et, le cas échéant, une brève observation ajoutée à l'information de base. On notera ici le problème que posent les majuscules pour les vedettes principales: il est impossible de distinguer les noms propres dans les expressions. L'information est présentée sur deux colonnes, le texte est aéré sans perte inutile d'espace.

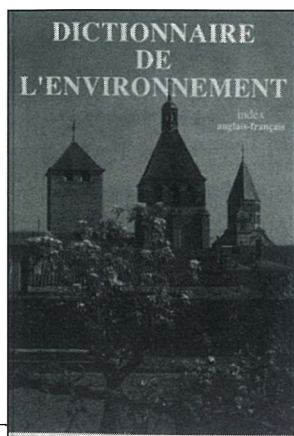
Le dictionnaire du CILF, qui constitue en fait la troisième édition du *Vocabulaire de l'environnement*, contient quelque 3 000 termes avec définitions et observations. C'est aussi, ainsi que nous l'apprend l'avant-propos, une réorganisation de la terminologie qu'on trouve dans trois publications précédentes du CILF<sup>5</sup>. Même si les auteurs oublient de le mentionner en avant-propos, d'autres publications du CILF, entre autres, le *Dictionnaire des industries*, ont contribué à l'établissement de la nomenclature. D'après notre typologie initiale, le dictionnaire du CILF appartient d'office à la catégorie des ouvrages traitant des sciences pério-environnementales.

Une des qualités importantes de cet ouvrage réside dans la précision et la concision des définitions : sans être rédigées dans un jargon trop technique et sans être vulgarisées à outrance, elles permettent de saisir les notions les plus complexes. Une autre qualité, et c'est une marque de commerce du CILF, tient à la faculté des auteurs de puiser à même le fonds français de termes oubliés ou peu utilisés. Les traducteurs et les autres langagiers qui côtoient quotidiennement l'anglais ont la fâcheuse habitude de créer de nouvelles unités alors que les trésors de la langue restent souvent méconnus. Le

CILF nous le rappelle, et ainsi des termes élégants sont tirés de l'oubli pour reprendre du service. J'en veux pour exemple le terme *hivernage*, défini dans les grands dictionnaires généraux comme «la saison de grandes pluies dans les régions tropicales», qui est l'équivalent parfait du terme anglais *rainy season*, pourtant, c'est généralement l'expression *saison des pluies*

qu'on trouve, correcte mais moins savoureuse et offrant moins de possibilité de dérivation qu'*hivernage*. Cette heureuse utilisation de la langue s'étend à certaines propositions, qui rendent de façon imagée des notions parfois rébarbatives, par exemple *hérisson* pour rendre *manifold drying apparatus*; à des néologismes lexicaux comme *coincement* pour désigner le «rétrécissement d'un gradient écologique»; à des néologismes de sens comme *chevelu* pour «d'ensemble des ruisselets à la tête d'un bassin hydrographique». Inversement, des créations savantes viennent combler utilement des lacunes importantes: *noxologie* pour «la science des nuisances», *écocide* pour «la destruction de milieux naturels». Quoique peu nombreuses, on note aussi quelques distinctions synonymiques utiles, par exemple, la distinction entre les déterminants *écologique* et *environnemental* ou entre les substantifs *environnement* et *milieu*. Le dictionnaire du CILF est présenté avec un index anglais-français. Une double mise en garde s'impose ici: l'anglais n'a qu'une valeur indicative et, pour près de la moitié des entrées, aucun équivalent n'est proposé.

Il faut déplorer le choix curieux mais, semble-t-il, délibéré des auteurs de fusionner plusieurs documents, par ailleurs très utiles séparément, dans un même dictionnaire coiffé du titre «environnement». Tous ces termes regroupés selon des thèmes précis sous des titres différents constituaient autant d'outils de recherche beaucoup plus utiles et logiques pour le chercheur que le document qu'on nous présente maintenant; même les auteurs, dans l'avant-propos, sentent le besoin d'affirmer que «la présente édition est encore loin de présenter l'homogénéité qu'on attendait d'elle». Un échantillonnage rapide des rubriques à la lettre «L» fait ressortir que 27 termes relèvent de l'environnement, que 44 termes appartiennent à l'hydrologie-météorologie et que le reste, environ 25 termes, est tiré du *Dictionnaire des industries*. Les mêmes résultats sont constatés à la lettre «M». Cet amalgame de termes offre-t-il vraiment la matière que recherche l'acheteur qui se fie à ce que propose le titre? Le choix d'un titre doit avoir un rapport raisonnable et acceptable avec la nomenclature retenue. Un déséquilibre trop prononcé dans l'établissement de la nomenclature risque d'induire le lecteur en erreur. Dans le même ordre d'idées, on peut s'interroger sur l'inclusion de termes comme *diarrhée*, *ménage*, *prisonnier*, *centre commercial*, *chaussée* ou *chauffage*. Les



termes tirés du *Dictionnaire des industries* semblent particulièrement déplacés dans la nomenclature; à quoi riment les termes *laine à projeter*, *l. de laitier*, *l. de roche*, *l. de verre*, *l. minérale*, *l. m. en vrac*, *l. m. en sac* et *l. m. en flocons* en environnement? D'autant plus que, pour des sujets brûlants d'actualité, la terminologie n'est pas répertoriée: aucun terme sur le réchauffement climatique, le développement durable, les droits à polluer, les chloroRuorocarbures, l'économie environnementale ou la couche d'ozone (seul le terme *couche d'ozone* a été répertorié). Déjà le choix de la nomenclature représente un problème particulier pour les ouvrages péri-environnementaux - la terminologie de l'environnement est vaste - , l'étendre aux domaines connexes

constitue un défi difficile à relever. Malgré ces difficultés, il est normal de s'attendre à un effort de rationalisation minimal de la part des auteurs au moment d'arrêter leur nomenclature.

Les auteurs du *Dictionnaire de l'environnement* du CILF ont tenté de présenter une nomenclature équilibrée dans un ouvrage de sciences péri-environnementales. Malheureusement, et malgré les grandes qualités reconnues par les professionnels de la langue aux différents travaux du CILF, les quatre dictionnaires fusionnés dans le *Dictionnaire de l'environnement* sont plus utiles séparément que sous le titre que nous propose le CILF. Espérons que la quatrième édition remédiera à cet éparpillement de la nomenclature, qui confond le chercheur, et mettra

cette fois en valeur les véritables mérites de cette terminologie. •

Denis Rivard  
Secrétariat d'Éta

1. Hydrochlorofluorocarbures (HCFC), hydrofluorocarbures (HFC) et hydrofluoroalcanes (HFA).
2. Le chloroRuorométhane est un type de chloroRuorocarbure à simple liaison carbone.
3. A la rubrique *fluorocarbon*, on propose l'équivalent *hydrocarbure fluoré* sans mentionner *fluorocarbure*, autre synonyme correct. alors que le français *fluorocarbure*, lui, donne bien *fluorocarbon*.
4. L'anglais *ji"orocarbon* renvoie correctement à *chloro"orocarbon*. ce que ne fait pas le français à *fluorocarbure*: même chose pour *Freon*, marque de commerce des CFC: le français fait un renvoi, l'anglais ne propose que l'équivalent *Fréon*.
5. Ce sont le *Vocabulaire d'écologie* de Godron et Daget (Paris, Hachette, 1979), le *Vocabulaire d'hydrométeorologie* (Paris, CILF, 1972) et le *Vocabulaire de l'environnement* (Paris, Hachette) dont la première édition remonte à 1972.

## Nouveautés

### Traduction

- BALLARD, Michel, *Le commentaire de traduction anglaise*, Coll. 128, Paris, Nathan, 1992, 127 p.

Manuel de traduction anglais-français. Divisé en deux parties: l'une, méthodologique et l'autre, pratique.

- BARRET-DucRocQ, Françoise (dir.), *Traduire l'Europe*, Paris, Payot, 1992, 268 p.

Synthèse des échanges qui ont eu lieu lors des Rencontres européennes de la traduction en mars 1992.

- HANN, Michael, *The Key to Technical Translation*, Amsterdam/Philadelphia, John Benjamins, 1992, 2 vol., XVIII + 230 p., XV + 248 p.

The two volumes constitute a handbook for GermanEnglish/German technical translators.

- HIGGINS, Ian and Sandor HERVEY, *Thinking Translation. A Course in Translation Method: French to English*, London and New York, Routledge, 1992, 256 p.

Comprehensive 20-week course in translation method fully and successfully piloted at the University of St. Andrews.

- **Huitièmes** Assises de la traduction littéraire (Arles 1991). *Traduire la poésie*, Paris, Actes Sud, 1992, 174 p.

Actes des Assises consacrées aux problèmes de la traduction de la poésie.

- NEUBERT, Albert and Gregory M. SHREVE, *Translation as Text*, Kent (Ohio), The Kent State University Press, 1992, IX + 169 p.

Volume that assumes a textual perspective on translation.

- NEWTON, John, *Computers in Translation. A Practical Appraisal*, London and New York, Routledge, 1992, 224 p.

Comprehensive guide to the practical issues surrounding machine translation and computer-based translation wols.

- VAN HOOFF, Henri, *Dictionnaire universel des traducteurs*, Paris-Genève, Champion-Slatkine, 1992, env. 400 p.

Plus de 6 500 traducteurs répertoriés. Chaque notice individuelle comprend des éléments biographiques et les facteurs susceptibles d'expliquer l'activité traduisante, la liste des ouvrages traduits et, pour les contemporains, les distinctions obtenues pour des traductions.

### Terminologie

- DUBUC, Robert, *Manuel pratique de terminologie*, 3<sup>e</sup> édition entièrement revue et mise à jour, Brossard (Québec), Lingua-tech, 1992, XIII + 144 p.

Nouvelle édition qui tient compte de l'avancement de la discipline.

- REY, Alain, *La terminologie: noms et notions*, Deuxième édition corrigée, Coll. «Que sais-je?», n° 1780, Paris, PUF, 1992, 128 p.

Comprend quelques modifications par rapport à la première édition, dont une mise à jour de la bibliographie.

### Langues

- CHAUTARD, Émile, *La vie étrange de l'argot*, Coll. La Bibliothèque de l'argot,



Paris, Nigel Gauvin, Éditeur, 1992, 720 p.

Réédition d'un ouvrage paru en 1931.

- HAGÈGE, Claude, *Le soujle de la langue. Voies et destins des parlars d'Europe*, Paris, Éditions Odile Jacob, 1992, 296 p.

Ouvrage qui prône, po l'Europe, l'ouverture permanente à la multiplicité des langues, à leur variété.

- SAVATIER, Denis, *Anglais informatique. Vocabulaire et expressions en situation professionnelle*, Paris, Nathan, 1992, 126 p.

Organisé en deux parties principales: les expressions, en situation du français vers l'anglais, et les lexiques, français-anglais et anglais-français.

### Dictionnaires et encyclopédies

- BARUK, Stella, *Dictionnaire des mathématiques élémentaires. Pédagogie, langue, méthode, exemples, étymologie, histoire, curiosités*, Coll. Science ouverte, Paris, Seuil, 1992, 324 p.

Regroupe la terminologie nécessaire pour comprendre les mathématiques. Chaque terme est suivi d'une explication, elle-même illustrée de nombreux exemples.

- BÉLANGER, Francine et Jacques DUPWN, *Vocabulaire de la bureautique: vocabulaire anglais-français*, Québec! Paris, Publications du Québec/Eyrolles, 1992, 89 p.

Comprend 325 notions relatives à techniques, aux procédés et aux appareils de bureautique.

- Centre de terminologie de Bruxelles,

*Elsevier's Dictionary of Office Automation. In English, French, German and Dutch*, Amsterdam, Elsevier, 1991, XXII + 62 p.

Contains the vocabulary of office automation software programs for micro-computers.

• GAGNON, Louiselle et Charles SKEETE, *Vocabulaire de la vérification public/Vocabulary of Public Sector Auditing*, Bulletin de terminologie 216, Ottawa, Ministre des Approvisionnement et Services Canada, 1992, XIV + 291 p. [20,95\$]

Compte environ 1 300 notions et 360 définitions. Suivi d'un index français-anglais et de deux listes bilingues d'appellations officielles.

• GUSDORF, Florent, *Words. Business. Dictionnaire thématique anglais de l'économie et des affaires*, Paris, Ellipses, 1992, 303 p.

Lexique anglais-français divisé en deux parties.

• GUSDORF, Florent, *Words. Politics. Dictionnaire thématique anglais. Vie politique. Élections. Politique intérieure. Diplomatie*, Paris, Ellipses, 1992, 272 p.

Lexique anglais-français divisé en quatre parties.

• HAWKESWORTH, Mary and Maurice KOGAN (Eds.), *Encyclopedia of Government and Politics*, London and New

York, Routledge, 1992, 2 vol., 607 p. + 705 p.

In 84 essays, this book captures the international changes of the last three decades, postdating the collapse of the Communist regimes in Eastern Europe.

• HÉROUX, Monique, *Dictionnaire de la robinetterie industrielle : dictionnaire anglais-français*, Québec/Paris, Publications du Québec/Eyrolles, 1992, 303 p.

Ouvrage qui compte 2 300 entrées, 1 600 notions définies et no illustrations.

• International Electrotechnical Commission, *Electricity, Electronics and Telecommunications. Multilingual Dictionary in English, French, Russian, German, Spanish, Dutch, Italian, Swedish and Polish*, Amsterdam, Elsevier, 1992, 5 vol.

Second edition of a dictionary first published by the Commission in 1983, entitled the *IEC Multilingual Dictionary of Electricity*.

• JEMAA, Férid, *Dictionnaire bilingue de l'infographie. Anglais-français, français-anglais*, Paris, Eyrolles, 1992, VIII + 269 p.

Vocabulaire qui comprend notamment les termes relatifs à la représentation, au stockage et à l'affichage des images, aux techniques et méthodes d'adressage, à l'animation par ordinateur, aux images de synthèse et à la réalité virtuelle.

• MOINGEON, Marc (dir.), *Hachette. Le*

*Dictionnaire des noms propres*, Paris, Hachette, 1992, X+1 042 p. + 174 p.

Comprend 25 000 articles.

• REY, Alain, TOMI, Marianne, HORDÉ, Tristan et Chantal TANET (dir.), *Le Robert. Dictionnaire historique de la langue française*, Paris, Dictionnaires Le Robert, 1992, 2 vol., 2388 p.

Mille ans d'histoire de la langue française à travers son vocabulaire.

• RUTHERFORD, Donald, *Dictionary of Economics*, London and New York, Routledge, 1992, 448 p.

Over 4000 comprehensive A to Z entries provide explanations of the key terms, issues, theories and concepts in economics today.

• VOLLNHALS, Otto, *A Multilingual Dictionary of Artificial Intelligence. English, German, French, Spanish, Italian*, London and New York, Routledge, 1992, 288 p.

Contains approximately 3500 terms and extends across a wide range of AI sectors. •

Monique C. Cormier

Les ouvrages présentés dans la chronique Des Livres sont en vente à la Librairie Olivier, sauf indication contraire 5200, avenue Gainneau, Montréal H3T 1W9; tél. : (514) 739-3639; téléc. : (514) 739-3630. Les prix indiqués sont donnés à titre indicatif seulement et n'incluent pas la TPS de 7%.



## Le système XLT®, c'est:

### Traduction à la carte

- Vitesse de traduction brute: 200 000 mots/heure et plus
- Traduction automatique, ou interactive depuis le traitement de texte
- Générateur de glossaires: 500000 mots à l'heure et plus
- Dépouilleur de syntagmes (multifenêtres)
- Conjugueur
- Compte-mots ultra-rapide
- Banque de terminologie de plus de 60 000 termes
- Édition et validation des glossaires (multifenêtres)
- Tri et fusion de glossaires
- Optimisation des glossaires (résolution des ambiguïtés sémantiques)
- Bilan de traduction et comparateur de versions
- Compatibilité avec tous les traitements de texte
- Courrier électronique
- Interface avec Termium
- De 1 à 64 utilisateurs simultanément

Pour de plus amples renseignements ou pour une démonstration sur vos propres textes:

**SOCATRA Inc., 5500 Avenue Royalmount, bureau 320, Ville Mont-Royal, Québec H4P 1H7**

Téléphone: (514) 735-7079

Télécopieur: (514) 735-9697



Veuillez m'abonner à **Circuit**, magazine d'information sur la langue et la communication (un an, 4 numéros: 20 \$ + 1,40 \$ (TPS) + 1,71 \$ (TVQ) = 23,11 \$, extérieur du Canada: 30 \$).  
Chèque ou mandat à l'ordre de  
« *Circuit*CPTIAQ »

nom \_\_\_\_\_

adresse \_\_\_\_\_

code postal \_\_\_\_\_

signature \_\_\_\_\_

date \_\_\_\_\_

*Circuit*

Corporation professionnelle des traducteurs et interprètes agréés du Québec  
1140, boul. de Maisonneuve ouest, bureau 1060, Montréal (Québec) H3A 1M8



UN EXCELLENT OUTIL! AJOUTEZ-LE  
À VOTRE POSTE DE TRAVAIL  
DE TRADUCTEUR!

## FIFTH DIMENSION SYSTEMS INC.

vous présente :

### GTS PROFESSIONNEL

- traduction de plus de 20 000 mots/heure
- traduisez les textes en format WordPerfect ou ASCII
- profitez de micro-dictionnaires dans des domaines spécialisés

**Pour de plus amples renseignements, contactez:**

FIFTH DIMENSION SYSTEMS INC., 2500, chemin Don Reid, Ottawa, Ontario, K1H 8P5

téléphone: (613) 737-7333

télécopieur: (613) 739-9721

sans frais: (800) 267-1221